

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LE JEUDI

Matahiti 161
N° 15**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 12
no Eperera 2012

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Pages

Présidence

Arrêté n° 265 PR du 2 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative	2098
Arrêté n° 276 PR du 3 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie.	2098
Arrêté n° 278 PR du 3 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine	2099
Arrêté n° 279 PR du 4 avril 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction de l'aviation civile et de la direction polynésienne des affaires maritimes	2099
Arrêté n° 293 PR du 4 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes	2100
Arrêté n° 294 PR du 4 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme	2100

EXTRAITS

Arrêté n° 296 PR du 5 avril 2012 rapportant l'arrêté n° 141 PR du 2 mars 2012 portant composition des membres de la commission administrative consultative compétente à l'égard des agents de la délégation de la Polynésie française à Paris	2100
---	------

Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

Arrêté n° 2408 MEF/DGRH du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté n° 1080 MEF/DGRH du 6 février 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, et interne avec épreuves, pour le recrutement de 11 instructeurs de formation professionnelle de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française	2100
Arrêté n° 2546 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012	2101

Arrêté n° 2547 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012	2102
Arrêté n° 2548 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011	2103
Arrêté n° 2550 MEF/DGRH du 5 avril 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 3 adjoints de formation professionnelle de catégorie C relevant de la fonction publique de la Polynésie française	2104
Arrêté n° 2567 MEF du 5 avril 2012 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur des affaires économiques par intérim	2105

EXTRAITS

Arrêté n° 2464 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2106
Arrêté n° 2465 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2106
Arrêté n° 2466 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2107
Arrêté n° 2467 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2107
Arrêté n° 2468 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2107
Arrêté n° 2469 MEF du 3 avril 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2009 (régularisation)	2107

Ministère de l'équipement et des transports terrestres

EXTRAITS

Arrêté n° 2381 MET du 30 mars 2012 portant transfert de l'autorisation n° 047 TXT 01 accordée à feu M. Tehina Tahaia pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mlle Mere Micheline Tahaia	2107
Arrêté n° 2435 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 157 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Jean-Louis Vatea Teheiroa Tohutika	2107
Arrêté n° 2436 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 156 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Vincent Ovete Tinomoe	2107
Arrêté n° 2437 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 151 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Ernest Pota Tata	2107
Arrêté n° 2438 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 149 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Feperonia Matarau Salomon	2107
Arrêté n° 2439 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 147 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Aimé Mu San	2107
Arrêté n° 2440 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 145 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. Ropati Williams Leeteg	2108
Arrêté n° 2441 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 146 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à Mlle Mariette Ma'o	2108

Arrêté n° 2442 MET du 2 avril 2012 portant autorisation n° 155 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à Mlle Gina Ragitake Tetaahi	2108
Arrêté n° 2445 MET/DTT du 2 avril 2012 portant radiation de la licence de transport touristique n° 01C 05CAU délivrée à M. Gilles Kints sur l'île de Tubuai (archipel des Australes)	2108
Arrêté n° 2446 MET/DTT du 2 avril 2012 portant radiation de la licence de transport touristique n° 01C 02AU délivrée à la SARL Rurutu Baleines Excursions sur l'île de Rurutu (archipel des Australes)	2108
Arrêté n° 2447 MET/DTT du 2 avril 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Hiva Oa (îles Marquises) à M. Jean Maurice Saucourt	2108
Arrêté n° 2448 MET/DTT du 2 avril 2012 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Rangiroa (îles Tuamotu et Gambier) à Mme Cécile Arihohoa épouse David	2108
Arrêté n° 2529 MET du 4 avril 2012 portant autorisation n° 138 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à M. François Moe Aa	2108
Arrêté n° 2530 MET du 4 avril 2012 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Paparua (plan 4) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu	2108
Arrêté n° 2531 MET du 4 avril 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Temaoko (plan 18), Ariataea (plan 21) et Tairuapati (plan 23) nécessaires à la réalisation de la route de liaison entre l'aérodrome et le village de Kauehi	2109

Ministère des ressources marines

EXTRAITS

Arrêté n° 2401 MRM du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté n° 8112 MRM du 17 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jeffry Manarii Rehua, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 280)	2109
Arrêté n° 2534 MRM du 4 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 9131 MRM du 12 décembre 2011 accordant à M. Taimoana André Jean-Pierre Boosie le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2109
Arrêté n° 2535 MRM du 4 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 485 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Gerry Lighthart le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ..	2109
Arrêté n° 2536 MRM du 4 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 7692 MRM du 27 octobre 2011 accordant à M. Jean-Pierre Marc Philippe Girard le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2109
Arrêté n° 2537 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 111 MPP du 2 février 2005 accordant à la SNC Itaetae le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.	2109
Arrêté n° 2538 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 44 MAP du 30 mars 2007 accordant à M. Patrick Stello Maiana Brown le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2109
Arrêté n° 2539 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 930 CM du 23 juillet 2001 accordant à M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2109
Arrêté n° 2540 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 86 CM du 29 janvier 2002 accordant à M. Michel Chanlo le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ..	2109

Arrêté n° 2541 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 102 CM du 21 janvier 2000 accordant à M. Bruno Georges Marc Tevahi Bourgade le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2109
Arrêté n° 2542 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 485 MER du 13 décembre 2006 accordant à Mme Teura Alice Taputuarai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2110
Arrêté n° 2543 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 490 MER du 13 décembre 2006 accordant à M. Thierry Riro Tetuanuitehaurai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2110
Arrêté n° 2544 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 299 MER/SPE du 11 mai 2006 accordant à M. Jeremy Kellermann Domingo le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2110
Arrêté n° 2545 MRM du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 484 MER du 13 décembre 2006 accordant à M. Marama Pascal Tinorua le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2110

Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports

Arrêté n° 2473 MEJ du 3 avril 2012 relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française	2110
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 2444 MEJ du 2 avril 2012 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française	2111
--	------

Ministère de l'aménagement et du logement

EXTRAITS

Arrêté n° 2379 MAA du 30 mars 2012 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des ressources marines, d'un local à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Lecaill, sis à Fare Ute et appartenant à la SCI JB Le Caill	2111
Arrêté n° 2403 MAA du 30 mars 2012 autorisant la location de la parcelle A de 7 095 m2 à détacher de l'îlot sans nom, cadastré commune de Rangiroa, section B6 de la zone non revendiquée, sis à Tiputa, au profit de Mme Ilona Tepiu Tapu épouse Renvoyé	2111
Arrêté n° 2404 MAA du 30 mars 2012 portant modification de l'arrêté n° 861 MAA du 26 janvier 2012 autorisant le renouvellement de la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, des locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Papineau, situés rue Tepano-Jaussen, commune de Papeete, appartenant à la SC CPS Papineau	2111
Arrêté n° 2429 MAA du 2 avril 2012 portant affectation des terres Rotoava et Maraepuniava cadastrées commune de Arutua, commune associée de Apataki, sections ER 16 et EM 6, au profit du service du développement rural	2111
Arrêté n° 2452 MAA du 3 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 149 MAA du 4 janvier 2012 autorisant le renouvellement de l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Avera, commune de Taputapuatea, au profit de M. Michel Huguier	2112
Arrêté n° 2453 MAA du 3 avril 2012 autorisant le transfert de l'autorisation de la location de la parcelle dépendant de la terre Ofairuro-Pavete, cadastrée section CN n° 186, sise à Temae, commune de Moorea-Maiao, commune associée de Teavaro, au profit de M. Anthony Teaniniuraitemoana	2112

Ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines

Arrêté n° 2434 MEM/ENV du 2 avril 2012 autorisant la SA Matavai à installer et exploiter dans la commune de Papeete les équipements d'un centre commercial (établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	2112
---	------

Ministère de la santé et de la solidarité

Arrêté n° 2500 MSS/DSP du 3 avril 2012 relatif à l'organisation de la deuxième session de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier d'avril 2012 2121

Arrêté n° 2566 MSS du 5 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 portant délégation de signature à M. le docteur Jean-Marc Pujo, directeur de la santé, et à certains agents de la direction de la santé. 2122

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt**EXTRAITS**

Arrêté n° 2398 MAE du 30 mars 2012 relatif à la cession gratuite de plants fruitiers pour l'école élémentaire Piafau de Faa'a 2123

Arrêté n° 2450 MAE du 3 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1175 CM du 23 juillet 2009 et autorisant la résiliation du bail du 18 janvier 2010 relatif à la location du lot n° 4 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, ISLV, d'une superficie de 95 a, 5 ca, au profit de Mlle Linda Patere 2123

Arrêté n° 2451 MAE du 3 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 8920 MAA du 9 décembre 2010 et autorisant la résiliation du bail du 14 juin 2011 relatif à la location du lot n° 3 dépendant du lotissement agricole Bachelier, sis à Avera, commune de Taputapuataea, île de Raiatea, au profit de Mme Valentine Ebb. 2123

Ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires**EXTRAITS**

Arrêté n° 2432 MDA du 2 avril 2012 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Aremiti 1 à desservir certains atolls des Tuamotu de l'ouest et du centre afin d'effectuer le transport scolaire pour les vacances et la rentrée d'avril 2012. 2124

Arrêté n° 2433 MDA du 2 avril 2012 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Cobia 2 à desservir certains atolls des Tuamotu afin d'effectuer des transports scolaires pour les vacances et la rentrée d'avril 2012 2124

Arrêté n° 2443 MDA du 2 avril 2012 autorisant le navire Aremiti 4 à desservir Moorea le lundi 2 avril 2012 en remplacement du navire Aremiti Ferry 2124

Arrêté n° 2528 MDA du 4 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 28 MEP du 28 juillet 2008 autorisant M. Frédéric Benne à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku-A-Taha, Nuku Hiva (îles Marquises), dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire 2124

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 22-2012 PR/APF du 30 mars 2012 portant nomination du chargé de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française. 2124

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 122 du 27 mars 2012 sur le projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs de la Polynésie française et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés et sur le projet de loi du pays portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des salariés de la Polynésie française 2124

Avis n° 123 du 27 mars 2012 sur un projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives à l'assurance vieillesse et à l'aide aux personnes âgées 2128

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. 2130

Annonces diverses 2131

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 265 PR du 2 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Chantal Tahiatata, ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, pendant l'absence de M. Tauhiti Nena le 2 avril 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 276 PR du 3 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Kalani Teixeira, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, pendant l'absence de M. Daniel Herlemme du 3 au 4 avril 2012 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 278 PR du 3 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1694 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Tauhiti Nena, ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, pendant l'absence de Mme Chantal Tahiaata, le 4 avril 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 279 PR du 4 avril 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction de l'aviation civile et de la direction polynésienne des affaires maritimes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1688 CM du 4 novembre 2011 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique paritaire central de la direction de l'aviation civile et de la direction polynésienne des affaires maritimes du 9 février 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du comité technique paritaire central de la direction de l'aviation civile et de la direction polynésienne des affaires maritimes, pour une durée de trois ans :

En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- M. le directeur de l'aviation civile, *président* ;
- Mme Marie-Claire Miyaguchi, chargée d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du président ;
- Mme Catherine Rocheteau, *membre* ;
- Mlle Candys Yiou, chargée d'assurer le secrétariat permanent du comité.

Suppléants :

- M. Larry Cowan ;
- M. Tearii Winkelstroeter ;
- M. Gaston Wong ;
- Mlle Tatiana Chines.

En qualité de représentants du personnel :

Titulaires :

- M. Jimmy Tehetia, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Jean-Luc Ieremia, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Gilles Tropee, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Jammes Viriamu, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Jimmy Dexter, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO.

Suppléants :

- M. Michel Mahe, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Raimana Taruoura, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Jacques Tehiva, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Ferdinand Mu, au titre de l'organisation syndicale SAAAC/PF ;
- M. Charles Hirario Deane, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO.

Art. 2. — L'arrêté n° 1531 PR du 27 mai 2009 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome de la direction de l'aviation civile est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 293 PR du 4 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Antony Geros, vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication, des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes, pendant l'absence de M. Temauri Foster le 4 avril 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 294 PR du 4 avril 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Kalany Teixeira, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, pendant l'absence de M. Louis Frebault le 4 avril 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par arrêté n° 296 PR du 5 avril 2012.— L'arrêté n° 141 PR du 2 mars 2012 portant composition des membres de la commission administrative consultative compétente à l'égard des agents de la délégation de la Polynésie française à Paris, est rapporté.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

ARRETE n° 2408 MEF/DGRH du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté n° 1080 MEF/DGRH du 6 février 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, et interne avec épreuves, pour le recrutement de 11 instructeurs de formation professionnelle de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2008-69 APF du 24 novembre 2008 modifiée portant statut particulier des formateurs professionnels de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 240 CM du 6 février 2009 modifié fixant les modalités et les épreuves des concours de recrutement des instructeurs de formation professionnelle de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 140 CM du 26 janvier 2012 portant ouverture de concours de formateurs professionnels relevant de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1080 MEF/DGRH du 6 février 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, et interne avec épreuves, pour le recrutement de 11 instructeurs de formation professionnelle de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 9 de l'arrêté n° 1080 MEF/DGRH du 6 février 2012 est ainsi rédigé :

“La date de l'épreuve d'admissibilité est fixée à compter du mardi 10 avril 2012”.

Art. 2. — Le reste des dispositions de l'arrêté n° 1080 MEF/DGRH du 6 février 2012 sont inchangées.

Art. 3. — La direction générale des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2546 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau qualifié est ouvert aux agents de bureau et aux agents de bureau spécialisés qui réunissent, période de stage comprise, deux (2) ans de services effectifs dans leur grade au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 1er janvier 2012.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 20 avril 2012 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4^e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et la photocopie de l'arrêté portant nomination ou intégration dans le cadre d'emplois des agents de bureau ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 20 avril 2012 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 21 mai 2012 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Des centres d'examen seront ouverts à Papeete, Uturoa, Taiohae, Mataura et Moerai.

Art. 5. — L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau qualifié comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1° *Epreuves d'admissibilité* :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et sur des notions de calcul simple (durée : 1 h 30, coefficient : 1) ;
- rédaction d'une note portant sur l'activité professionnelle du candidat (durée : 1 h 30, coefficient : 3).

2° *Epreuve d'admission* : un entretien avec le jury au cours duquel sont jugées notamment l'expression orale, la motivation et la capacité d'adaptation du candidat à son futur emploi.

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 6. — La date des épreuves d'admissibilité est fixée au jeudi 28 juin 2012.

Art. 7. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2547 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau principal est ouvert aux agents de bureau qualifiés qui réunissent, période de stage non comprise, six (6) années de services effectifs dans le grade au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle est organisé l'examen professionnel, soit au 1^{er} janvier 2012.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 20 avril 2012 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et la photocopie de l'arrêté portant intégration et classement, repositionnement, promotion ou titularisation dans le grade d'agent de bureau qualifié ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 20 avril 2012 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 21 mai 2012 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 5.— L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau principal comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1° *Epreuves d'admissibilité* :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et sur des notions de calcul simple (durée : 1 h 30, coefficient : 1) ;
- mise en forme d'une lettre simple à partir d'un document comportant des blancs, ratures et surcharges, suivie d'une série de questions portant sur l'environnement professionnel d'un agent de bureau (durée : 1 h 30, coefficient : 3).

2° *Epreuve d'admission* : un entretien avec le jury au cours duquel sont jugées notamment l'expression orale, la motivation et la capacité d'adaptation du candidat à son futur emploi.

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 6.— La date des épreuves d'admissibilité est fixée au mercredi 20 juin 2012.

Art. 7.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2548 MEF/DGRH du 5 avril 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'aide technique principal et d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Art. 2.— Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'aide technique qualifié est ouvert aux aides techniques et aux aides techniques spécialisés qui réunissent, période de stage comprise, deux (2) ans de services effectifs dans leur grade au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 1er janvier 2011.

Art. 3.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 20 avril 2012 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale et la photocopie de l'arrêté portant nomination ou intégration dans le cadre d'emplois des aides techniques ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au vendredi 20 avril 2012 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 21 mai 2012 à 12 heures.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4.— Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Des centres d'examen seront ouverts à Papeete, Uturoa, Taiohae, Mataura et Moerai.

Art. 5.— L'examen professionnel d'accès au grade d'aide technique qualifié comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1° Epreuves d'admissibilité :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et sur des notions de calcul simple (durée : 1 h 30, coefficient : 1) ;
- la rédaction d'une note portant sur l'activité professionnelle du candidat (durée : 1 h 30, coefficient : 3).

2° Epreuve d'admission : un entretien avec le jury au cours duquel sont jugées notamment l'expression orale, la motivation et la capacité d'adaptation du candidat à son futur emploi.

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 6.— La date des épreuves d'admissibilité est fixée au jeudi 28 juin 2012.

Art. 7.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2550 MEF/DGRH du 5 avril 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 3 adjoints de formation professionnelle de catégorie C relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2008-69 APF du 24 novembre 2008 modifiée portant statut particulier des formateurs professionnels de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 6 février 2009 modifié fixant les modalités et les épreuves des concours de recrutement des adjoints de formation professionnelle de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 140 CM du 26 janvier 2012 portant ouverture de concours de formateurs professionnels relevant de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1203 MEF/DGRH du 13 février 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves pour le recrutement de 3 adjoints de formation professionnelle de catégorie C relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Valérie Clement, représentant le directeur des ressources humaines de la Polynésie française, *présidente* ;
- M. Xavier Deporte, représentant l'inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ;
- Mme Suzanne Lii, directrice du Centre de formation professionnelle des adultes ;
- Mme Florida Lai, directrice par intérim de l'Institut de formation maritime, pêche et commerce de la Polynésie française ;
- M. Benjamin Teriitemoehaa, fonctionnaire de catégorie C.

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2567 MEF du 5 avril 2012 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur des affaires économiques par intérim.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 437 CM du 26 mars 2012 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur des affaires économiques par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Hervé Duquesnay, directeur des affaires économiques par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— M. Hervé Duquesnay est en outre habilité à signer, au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacements dans le territoire, n'excédant pas huit jours, des agents placés sous son autorité et les réquisitions de passages et de bagages correspondantes ;
- 5° Les engagements d'un montant inférieur à 5 000 000 F CFP et les liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;
- 6° Les engagements et les liquidations des recettes du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;
- 7° Les contrats et conventions liés à la gestion courante du service, notamment pour le nettoyage, l'entretien du matériel et la formation des agents du service, et les contrats et conventions relatifs à la réalisation d'études économiques et à l'acquisition d'outils de gestion, dont le montant est inférieur à *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP) ;
- 8° La délivrance des licences d'exportation et d'importation autres que celles relatives aux perles de culture et d'eau douce ;
- 9° La délivrance des quotas individuels d'importation aux importateurs suivant les quotas réglementairement ouverts (conférence agricole, produits protégés et suivis...) ;
- 10° Les conventions d'agrément des établissements touristiques et de restauration.

Art. 3.— M. Hervé Duquesnay reçoit délégation de signature pour les correspondances et actes relatifs :

- 1° Aux engagements et aux liquidations des opérations de recettes et de dépenses liées à la gestion des deux fonds spéciaux ci-après dénommés Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures et Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;
- 2° Aux dépôts de prix et à la validation des variations réglementaires liées aux dépôts de prix ;
- 3° A l'instruction des dossiers relatifs à la délivrance et au retrait d'agrément et d'habilitation d'activité ou de profession réglementée relevant de la compétence du service, au suivi de ces dossiers et notifications éventuelles à tiers ;
- 4° Aux engagements et aux liquidations des aides liées aux dispositifs de prêt à l'aménagement, prêt à l'habitat, prêt d'accès à la propriété, prêt incitatif au logement bonifiés par la Polynésie française, ainsi qu'au dispositif dénommé prime à l'investissement des ménages ;
- 5° Aux travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par le service ;
- 6° A la signature des cartes professionnelles de démarchage à domicile ;
- 7° Aux amendes administratives prévues par la réglementation économique et à la sanction administrative de taxation à la baisse ;
- 8° Au règlement transactionnel des litiges portant sur des faits constitutifs d'infraction pénale dans les limites fixées par l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié susvisé ;
- 9° Aux autorisations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 10° Aux duplicatas de licences de débits de boissons pour toutes les classes ;
- 11° Aux décisions d'autorisation, de refus ou de report relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas *un million de francs CFP* (1 000 000 F CFP) ;
- 12° A la préparation des actes et formalités dans le cadre de la tutelle de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ;
- 13° A l'identification des ressources locales et des secteurs susceptibles d'intéresser des investisseurs ;
- 14° A la promotion de la Polynésie française auprès des investisseurs et à l'apport d'une assistance opérationnelle et administrative ;
- 15° A la participation aux dispositifs incitatifs financiers, fiscaux et matériels mis en œuvre par l'Etat et la Polynésie française ;
- 16° A assurer la gestion et le suivi des dossiers d'agréments fiscaux tels que définis dans la réglementation ;
- 17° A l'instruction des demandes d'avis sollicités par l'Etat dans le cadre de la défiscalisation nationale ;
- 18° Au recueil, auprès des autres services et établissements publics, de la documentation et des informations, notamment économiques et statistiques, nécessaires à l'élaboration des comptes économiques de la Polynésie française, au suivi de la conjoncture économique et des mesures de politique économique, aux synthèses et études économiques, notamment dans le domaine de la prévision et de l'aide à la décision en matière de politique budgétaire, aux études de faisabilité économique des projets présentés, notamment en matière de reconversion économique.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des affaires économiques par intérim, les délégations de signature consenties à ce dernier sont exercées par Mme Christine Martinez.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé Duquesnay et de Mme Christine Martinez, les délégations de signature consenties à ces derniers, à l'exception de celle relative à l'article 3-8° ci-dessus, sont exercées par :

- Mme Madiana Dexter pour toutes les missions attribuées au département législation et contentieux ;
- M. Denis Grellier pour toutes les missions attribuées au département développement économique ;
- M. Frédéric Chanseau pour toutes les correspondances relatives au département administration générale et logistique, ainsi que les sanctions disciplinaires et la gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- Mme Tarome Tuera pour les correspondances liées aux activités de la cellule prix et commerce ;
- M. Angelo Paie pour les correspondances liées aux activités de la cellule fraudes, consommation ;
- M. Georges Chingue pour toutes les missions attribuées à la cellule accompagnement des entreprises et des professionnels ;
- Mme Hina Vaitoare pour toutes les missions attribuées à la cellule accueil consommateurs ;
- Mme Tevate Pugin-Lejeune pour toutes les missions attribuées à la cellule promotion des investissements, des exportations et de l'audiovisuel.

Art. 6.— En raison de l'éloignement des agents de la direction générale des affaires économiques basés à Raiatea, les délégations consenties au directeur des affaires économiques par intérim sont exercées par M. Jacques Guillots en ce qui concerne les correspondances liées aux activités de contrôles des prix et de la répression des fraudes dès lors qu'elles concernent des entreprises, établissements ou professionnels situés aux îles Sous-le-Vent.

Art. 7.— Le présent arrêté est applicable du 5 avril 2012 jusqu'au 4 mai 2012 inclus.

Art. 8.— Le directeur des affaires économiques par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.
Pierre FREBAULT.

Par arrêté n° 2464 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 19 de la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers des activités physiques et sportives de 1re classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2465 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 18 de la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers des activités physiques et sportives de 2e classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2466 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 13 de la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers socio-éducatifs de 2e classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2467 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 14 de la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers socio-éducatifs de 1re classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller socio-éducatif principal de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2468 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 11 de la délibération n° 2002-163 APF du 5 décembre 2002 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers d'éducation artistique de 2e classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique de 1re classe de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2469 MEF du 3 avril 2012.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 12 de la délibération n° 2002-163 APF du 5 décembre 2002 modifiée, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription de conseillers d'éducation artistique de 1re classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade de conseiller d'éducation artistique principal de la fonction publique de la Polynésie française.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

Par arrêté n° 2381 MET du 30 mars 2012.— L'autorisation n° 047 TXT 01 accordée à feu M. Tehina Tahaia, décédé le 8 septembre 2008 à Papeete (Tahiti), pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est transférée à Mlle Mere Micheline Tahaia, née le 24 novembre 1967 à Pirae (Tahiti).

Par l'effet du transfert, Mlle Mere Micheline Tahaia se substitue à feu M. Tehina Tahaia dans tous les droits et obligations que produit ou peut produire cette autorisation, à dater de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Conformément à sa demande, Mlle Mere Micheline Tahaia est autorisée à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

L'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti de feu M. Tehina Tahaia, visée à l'annexe 1 de l'arrêté n° 1064 CM du 18 septembre 1992, est retirée.

Par arrêté n° 2435 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Jean-Louis Vatea Teheiroa Tohutika, né le 9 novembre 1971 à Vairao.

Cette autorisation porte le n° 157 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Jean-Louis Vatea Teheiroa Tohutika est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2436 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Vincent Ovete Tinomoe, né le 17 juillet 1955 à Kauehi (Tuamotu).

Cette autorisation porte le n° 156 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Vincent Ovete Tinomoe est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2437 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Ernest Pota Tata, né le 22 septembre 1987 à Papeete.

Cette autorisation porte le n° 151 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Ernest Pota Tata est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2438 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Feperonia Matarau Salomon, né le 25 juin 1959 à Fangatau (Tuamotu).

Cette autorisation porte le n° 149 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Feperonia Matarau Salomon est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2439 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Aimé Mu San, né le 20 février 1967 à Papeete.

Cette autorisation porte le n° 147 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Aimé Mu San est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2440 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. Ropati Williams Leeteg, né le 16 août 1949 à Uturoa (Raiatea).

Cette autorisation porte le n° 145 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. Ropati Williams Leeteg est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2441 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à Mlle Mariette Ma'o, née le 2 décembre 1988 à Niua (Tahaa).

Cette autorisation porte le n° 146 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, Mlle Mariette Ma'o est autorisée à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2442 MET du 2 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à Mlle Gina Ragitake Tetaahi, née le 4 novembre 1967 à Katiu (Tuamotu).

Cette autorisation porte le n° 155 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, Mlle Gina Ragitake Tetaahi est autorisée à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2445 MET/DTT du 2 avril 2012.— Conformément à la demande de l'intéressé, la licence de transport touristique identifiée sous le n° 01C 05CAU, attribuée pour l'île de Tubuai (archipels des Australes), est radiée à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

L'arrêté n° 16 MTT/DTT du 3 avril 2009 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Tubuai (archipel des Australes) à M. Gilles Kints est abrogé.

Par arrêté n° 2446 MET/DTT du 2 avril 2012.— Conformément à la lettre du tavana hau de la circonscription des îles Australes en date du 23 mars 2012, la licence de transport touristique identifiée sous le n° 01C 02AU, attribuée pour l'île de Rurutu, est radiée à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

L'arrêté n° 93 MET/DTT du 26 avril 2005 portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Rurutu Baleines Excursions sur l'île de Rurutu est abrogé.

Par arrêté n° 2447 MET/DTT du 2 avril 2012.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 2329 MET du 28 mars 2012, une licence de transport touristique portant le n° 01C 06MQ est délivrée à M. Jean Maurice Saucourt, sur l'île de Hiva Oa (îles Marquises).

Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le service autorisé ci-dessus doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à M. Jean Maurice Saucourt de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et de la ou des licences qui y sont rattachées.

Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou les licences de transport inexploitées.

Par arrêté n° 2448 MET/DTT du 2 avril 2012.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 2330 MET du 28 mars 2012, une licence de transport touristique portant le n° 01B 09CTG est délivrée à Mme Cécile Ariihohoa épouse David, sur l'île de Rangiroa (îles des Tuamotu et Gambier).

Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le service autorisé ci-dessus doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à Mme Cécile Ariihohoa épouse David de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et de la ou des licences qui y sont rattachées.

Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou les licences de transport inexploitées.

Par arrêté n° 2529 MET du 4 avril 2012.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi est délivrée à M. François Moe Aa, né le 25 mars 1968 à Napuka (Tuamotu).

Cette autorisation porte le n° 138 TXT 01 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Conformément à sa demande, M. François Moe Aa est autorisé à exploiter une licence de taxi, laquelle lui sera attribuée par arrêté ministériel.

Par arrêté n° 2530 MET du 4 avril 2012.— Sont déconsignées les indemnités d'expropriation relatives à la terre Paparoa (plan 4) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu. Leur versement est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Raymond Moeroa.
Indemnités à déconsigner : 172 177 F CFP.

Par arrêté n° 2531 MET du 4 avril 2012.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Temaoko (plan 18), Ariataea (plan 21) et Tairuapati (plan 23) nécessaires à la réalisation de la route de liaison entre l'aérodrome et le village de Kauehi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 18 Temaoko	53 147	M. Raymond Moeroa
Plan 21 Ariataea	68 525	
Plan 23 Tairuapati	8 427	

MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

Par arrêté n° 2401 MRM du 30 mars 2012.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 8112 MRM du 17 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jeffry Manarii Rehua, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 280), sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 2 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent cinquante-quatre mille francs CFP* (154 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 4 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté”.

Par arrêté n° 2534 MRM du 4 avril 2012.— Le point e) de l'article 2 de l'arrêté n° 9131 MRM du 12 décembre 2011 accordant à M. Taimoana André Jean-Pierre Boosie le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

“e) Puissance motrice : 200 CV (diesel)”.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 2535 MRM du 4 avril 2012.— Le point e) de l'article 2 de l'arrêté n° 485 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Gerry Lighthart le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

“e) Puissance motrice : 260 CV (diesel)”.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 2536 MRM du 4 avril 2012.— Le point e) de l'article 2 de l'arrêté n° 7692 MRM du 27 octobre 2011 accordant à M. Jean-Pierre Marc Philippe Girard le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française est rédigé comme suit :

“e) Puissance motrice : 170 CV (diesel)”.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 2537 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 111 MPP du 2 février 2005 accordant à la SNC Itaetae le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Sterne 1, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 1514, est abrogé.

Par arrêté n° 2538 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 44 MAP du 30 mars 2007 accordant à M. Patrick Stello Maiana Brown le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Rainoha 2, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4287, est abrogé.

Par arrêté n° 2539 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 930 CM du 23 juillet 2001 accordant à M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Aroita, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 1211, est abrogé.

Par arrêté n° 2540 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 86 CM du 29 janvier 2002 accordant à M. Michel Chanlo le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Da Kine, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4114, est abrogé.

Par arrêté n° 2541 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 102 CM du 21 janvier 2000 accordant à M. Bruno Georges Marc Tevahi Bourgade le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de

la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Te Ava Hinenao, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 5928, est abrogé.

Par arrêté n° 2542 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 485 MER du 13 décembre 2006 accordant à Mme Teura Alice Taputuarai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé El Nino, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4278, est abrogé.

Par arrêté n° 2543 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 490 MER du 13 décembre 2006 accordant à M. Thierry Riro Tetuanuiteaurai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Bingo II, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4274, est abrogé.

Par arrêté n° 2544 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 299 MER/SPE du 11 mai 2006 accordant à M. Jeremy Kellermann Domingo le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Teriitahi VI, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4262, est abrogé.

Par arrêté n° 2545 MRM du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 484 MER du 13 décembre 2006 accordant à M. Marama Pascal Tinorua le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Tahahau, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4215, est abrogé.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 2473 MEJ du 3 avril 2012 relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 modifié fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1969 modifié relatif au comité technique paritaire des instituteurs et institutrices du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-160 APF du 11 septembre 2001 portant création de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté n° 1479 CM du 16 novembre 2001 portant organisation et définition des domaines d'action de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la liste du syndicat territorial des instituteurs professeurs et agents de l'éducation publique en date du 31 mai 2011 pour l'année scolaire 2011-2012,

Arrête :

Article 1er.— La composition du comité technique paritaire des instituteurs et professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française est fixée comme suit :

Représentants de l'administration

Membres titulaires :

- le directeur de l'enseignement primaire, *président* ;
- l'inspecteur adjoint au directeur de l'enseignement primaire ;
- le secrétaire général de l'enseignement primaire ;
- le chef de la division du personnel.

Membres suppléants :

- le chef de la division de l'évaluation, de la programmation et de la prospective ;
- le chef des constructions scolaires ;
- l'adjoint au chef de la division du personnel ;
- l'adjoint au chef des constructions scolaires.

Représentants du personnel

Membres titulaires :

- Mme Diana Yieng Kow ; M. Jean-Pierre Ching ; Mme Terava Le Gayic ; M. Temarama Varney.

Membres suppléants :

- M. Augustin Lo Sam Kieou ; M. Hubert Fareea ; Mme Marilyn Chand ; M. Manuel Sanquer.

Art. 2.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 5432 MEE du 21 août 2009.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2012.
Tauhiti NENA.

Par arrêté n° 2444 MEJ du 2 avril 2012.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- n° 07-2012 BSA/PF : M. James Bougainville Moua, né le 14 novembre 1970 à Uturoa, îles Sous-le-Vent ;
- n° 08-2012 BSA/PF : Mlle Poehere Marlène Johanna Trafton, née le 2 août 1992 à Papeete, Tahiti.

La titulaire du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française dont le nom suit est recyclée pour une durée de cinq années à compter du 24 mars 2012 :

- n° 01-2007 BSA/PF : Mme Claude Agathe Coste épouse Charles, née le 26 novembre 1986 à Marseille (13), France.

**MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT**

Par arrêté n° 2379 MAA du 30 mars 2012.— La Polynésie française, pour le compte de la direction des ressources marines, est autorisée à prendre à bail un local à usage de bureaux, d'une superficie de 160 mètres carrés, dépendant de l'immeuble Lecaill, sis à Fare Ute et appartenant à la SCI JB Lecaill.

La prise à bail est consentie pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2012, renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an.

Le loyer mensuel est fixé à *cent quatre vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction des ressources marines.

Par arrêté n° 2403 MAA du 30 mars 2012.— La location de la parcelle A de 7 095 mètres carrés à détacher de l'ilot sans nom, cadastré commune de Rangiroa, section B6 de la zone non revendiquée à Tiputa et accusant une superficie totale de 19 916 mètres carrés, est autorisée au profit de Mme Ilona Tapu épouse Renvoyé, à des fins d'habitation sur 1 000 mètres carrés et à charge d'entretien sur le surplus restant (reboisement avec plants de cocotiers et de tamanu).

La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Le loyer annuel est fixé à *cinquante mille francs CFP* (50 000 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, les loyers pour occupation sans autorisation dus pour la période du 1er juillet 2009 à la veille du jour de la signature du bail seront payables au moment de la signature de l'acte.

Par arrêté n° 2404 MAA du 30 mars 2012.— L'article 3 de l'arrêté n° 861 MAA du 26 janvier 2012 autorisant le renouvellement de la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, des locaux à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Papineau, situés rue Tepano-Jaussen, commune de Papeete, appartenant à la SC CPS Papineau, est rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 3.— Le loyer mensuel est fixé à *cinq millions neuf cent soixante et un mille cent cinquante-neuf francs CFP* (5 961 159 F CFP) hors charges. La dépense est imputable au budget de fonctionnement du SEFI. Ce loyer sera révisable conformément aux dispositions prises par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers".

Par arrêté n° 2429 MAA du 2 avril 2012.— Les terres Rotoava et Maraepuniava, cadastrées commune de Arutua, commune associée de Apataki, sections ER 16 et EM 6, d'une superficie respective de 64 478 mètres carrés et 44 079 mètres carrés, sont affectées au profit du service du développement rural.

Tel que le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée au programme de la régénération de la cocoteraie.

La valeur comptable de la parcelle cadastrée section ER 16 est estimée à 32 239 000 F CFP et celle de la parcelle cadastrée section EM 6 est estimée à 22 039 500 F CFP, soit 500 F CFP le mètre carré.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage,

d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance du bien affecté.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 2452 MAA du 3 avril 2012.— L'article 4 de l'arrêté n° 149 CM du 4 janvier 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Avera, commune de Taputapuata (île de Raiatea), au profit de M. Michel Huguier, est ainsi rédigé :

“La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter du 24 février 2012, terme de la précédente convention d'occupation, aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime.”

Par arrêté n° 2453 MAA du 3 avril 2012.— Le transfert de l'autorisation de la location de la parcelle dépendant de la terre Ofairuro-Pavete, cadastrée section CN n° 186, sise à Temae, commune de Moorea-Maiao, commune associée de Teavaro, d'une superficie de 5 000 mètres carrés, est autorisé au profit de M. Anthony Teaniniuraitemoana, à des fins d'habitation sur 600 mètres carrés et de culture sur le surplus.

Le présent transfert est consenti à compter de la date de signature d'un avenant au bail du 21 août 2006, pour une durée d'une (1) année.

Durant cette période, le bénéficiaire sera tenu, sous peine de faire l'objet de mesures d'expulsion et de non-renouvellement de cette autorisation, de régulariser sa situation administrative, à savoir :

- d'une part, procéder au règlement des arriérés de loyers dus au titre des années 2011 et 2012 ;
- et d'autre part, mettre en conformité l'habitation y édifiée avec la réglementation applicable en matière d'aménagement et obtenir une autorisation de travaux immobiliers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un avenant au bail du 21 août 2006 fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que l'avenant y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire devra limiter, dans le cadre de son activité agricole, l'usage de produits chimiques afin d'éviter toute pollution.

Il devra laisser le libre passage au surplus de parcelle de terre domaniale, attenante à l'emprise louée, constituant un accès public à la mer.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ARRETE n° 2434 MEM/ENV du 2 avril 2012 autorisant la SA Matavai à installer et exploiter dans la commune de Papeete les équipements d'un centre commercial (établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Arrête :

TITRE Ier - EQUIPEMENT ET CARACTERISTIQUES

Article 1er.— La SA Matavai, représentée par son président M. Thierry Barbion, est autorisée à installer et exploiter une installation classée dans la commune de Papeete sur un terrain dont les références cadastrales sont les suivantes :

Terre/Démembrement	Domaine Tipaerui : lot B	Domaine Tipaerui ou domaine Elzea partie
Commune	Papeete	Papeete
Section	CZ	CZ
N° de parcelle	36	6
Hectare	1	-
Ares	48	68
Centiares	57	28
Propriétaires	SA Matavai	M. Hiro Paul Levy et son épouse Brigitte Gooding

Art. 2.— L'établissement relève de la première classe, rubrique 2920-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la deuxième classe pour la rubrique 2910. Les équipements présents sur site sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
2920-2-a (ancienne rédaction)	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa (1) à l'exclusion des climatiseurs split individuelles. 2 - Dans tous les autres cas : a) Supérieure à 500 kW	Des groupes froids monobloc à condensation d'air installés en toiture, fonctionnant au R 134 a, pour une puissance de 600 kVA. 2 centrales de production à application froid positif, fonctionnant au R 134 a, et 2 centrales de production à application froid négatif fonctionnant au R 404 a, pour une puissance de 850 kVA.	1
2910	Combustion (à l'exclusion des installations visées par les rubriques 87-3 et 167-1). (...) 1) (...) si la puissance thermique maximale de l'installation est : b) Supérieure à 0,3 MW, mais inférieure à 20 MW	Un groupe de 1 500 kVA.	2

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visée à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : 2) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 5 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	Une cuve de 500 litres dans le local groupes, soit $C_{eq} = 0,1 \text{ m}^3$.	Non classé
1412-b		Cuve de gaz de 5 tonnes	Non classé

TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation.

Ledit dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents et des incidents de fonctionnement.

TITRE III - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA PHASE CHANTIER

Art. 8.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 9.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise en cas de nécessité un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours, et prend le cas échéant toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détérioration apparaîtraient.

Art. 10.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

Art. 11.— Les mesures suivantes sont appliquées au vu des trois articles précédents :

- collecte des eaux de pluies et des eaux de pompage chargées en sédiments puis passage dans un décanteur correctement dimensionné avant rejet ;
- des systèmes de collecte et de rétention des produits dangereux et/ou solvants sont prévus ;
- arrosage régulier par temps sec des zones de travaux pour fixer les poussières au sol, bâchage des camions bennes évacuant les matériaux ;
- aucun stockage de déblais n'est effectué sur site ;
- les horaires du chantier sont adaptés aux activités sur zone, et au maximum fixés entre 8 heures et 16 heures ;
- interdiction de travailler le week-end et les jours fériés ;
- les opérations les plus bruyantes à partir de 100 dB(A) sont réalisées sur des périodes d'une durée maximale de 15 minutes entrecoupées de périodes de calme d'une durée minimale de 15 minutes, et sont le plus possible regroupées ;
- un contrôle de la conformité des niveaux sonores des différents engins de chantier (en particulier l'état des pots d'échappement) est effectué. Les niveaux sonores correspondent aux caractéristiques techniques des engins en fonctionnement normal ;
- la communication et la concertation avec les riverains durant la durée des travaux est maintenue et l'exploitant gère au mieux les éventuelles plaintes liées aux nuisances sonores ;
- clôture du chantier en périphérie de la zone ;
- mise en place d'une signalisation adaptée aux chantiers ;
- les déchets sont dirigés vers des filières de traitement adaptées et autorisées ;
- les engins de chantier sont garés sur des surfaces maîtrisées pour prévenir tout départ direct d'hydrocarbures dans le milieu hydraulique superficiel.

Art. 12.— Les mesures suivantes sont appliquées pour prévenir la dissémination de la petite fourmi de feu (*wasmannia auropunctata*) :

- détection en début et en fin du chantier, ainsi qu'un contrôle régulier lors des travaux par un prestataire (indépendant des fournisseurs) ;
- détention d'une déclaration d'origine des matériaux, notamment pour les entreprises ayant un entrepôt ou des points d'activités en zone contaminée ;
- traitement à l'insecticide des engins entrant sur le site, en provenance des zones contaminées ou non connues.

Art. 13.— Dans le cas de la découverte fortuite d'un site archéologique au cours des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant informe impérativement le service du patrimoine et de la culture afin que toute mesure de protection éventuellement utile puisse être prise.

Art. 14. — La cuve de gaz prévue sera enfouie.

Art. 15. — Le site sera végétalisé avec plantation d'arbres indigènes.

Art. 16. — Les travaux de terrassement sont effectués en dehors de la saison des pluies.

Art. 17. — Les talus réalisés sont protégés par la mise en place de grillage et la technique dite d'hydroseeding.

TITRE IV - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES INSTALLATIONS DE REFRIGERATION COMPRESSION

Art. 18. — Les installations électriques sont établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Les éventuels boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés par des étiquettes.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 19. — Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Art. 20. — Des filtres maintenus en bon état de propreté empêchent la pénétration des poussières dans les équipements.

Art. 21. — Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Art. 22. — Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Art. 23. — Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations. Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

TITRE V - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Art. 24. — Le local abritant les groupes électrogènes sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel. L'entrée sera interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 25. — La ventilation sera assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 26. — Le local sera insonorisé par des mousses absorbantes. Des "pièges à sons" devront être ajoutés aux ouvertures de ventilation. Les groupes seront également munis de silencieux d'échappement.

Art. 27. — Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou de vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 28. — L'isolation phonique interne devra intéresser les portes métalliques et la toiture du local accueillant les groupes électrogènes.

Art. 29. — La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion devra être en matériaux incombustibles. Les conduits devront être placés dans des gaines ayant un degré coupe-feu de traversée de 120 millimètres, lorsqu'ils traverseront des locaux habités ou occupés par des tiers. Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 30. — Il est interdit de fumer dans le local abritant les groupes électrogènes, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

Art. 31. — Un regard sera prévu en partie basse du local pour récolter tout écoulement de gazole.

Art. 32. — Le matériel d'équipement des réservoirs (cuve journalière et stock) est conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 33. — Le réservoir de stockage est équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 34. — En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé par un obturateur étanche.

Chaque section du réservoir est équipée d'un tube d'évent au moins, surmontée d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, au-dessus du niveau du sol environnant, en un point visible autant que possible du point de livraison, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage. L'évent est protégé contre la pluie et les insectes.

Art. 35. — Sont interdits à proximité des réservoirs :

- les tuyaux mobiles de fumée ;
- les feux nus ;
- les appareils comportant des éléments incandescents non enfermés ;
- les stocks de matières combustibles.

Art. 36.— Les réservoirs sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet des trépidations ou d'une éventuelle inondation.

Art. 37.— Il est affiché sur les réservoirs, en caractères apparents, l'indication de leur contenu, en qualité et en quantité maximale. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le niveau du liquide contenu.

TITRE VI - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 38.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 39.— Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Un rapport de contrôle est établi suite à cette visite, celui-ci est à indexer au dossier et une copie est transmise à la direction de l'environnement.

Art. 40.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 41.— Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Art. 42.— La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Art. 43.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

TITRE VII - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Art. 44.— La protection contre l'incendie de l'établissement est assurée par :

- un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous pression minimale de 1 bar pendant une durée minimale de 2 heures, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux ;
- du sable en quantité suffisante, sans être inférieure à 100 litres, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou écoulements éventuelles ;
- des extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les risques présents ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- la formation du personnel à la lutte contre l'incendie ;
- les matériels spécifiques tels que prévu dans le présent arrêté et dans les fiches de données de sécurité des produits stockés.

Art. 45.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un technicien qualifié et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil. Des essais de fonctionnement sont effectués deux fois par an.

Art. 46.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à leur emploi. Aucun intérimaire n'est affecté à des opérations de maintenance ou de contrôle sur les équipements présentant un risque particulier.

Art. 47.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 48.— L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Art. 49.— Les réservoirs fixes composant l'installation sont conformes aux usages des équipements sous pression. Ils sont munis d'équipements permettant de prévenir tout sur remplissage. L'exploitant de l'installation dispose des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir tout sur remplissage à tout instant. Ces équipements peuvent être des systèmes de mesures de niveaux, de pression ou de température.

Art. 50.— Les tuyauteries reliant un stockage constitué de plusieurs réservoirs sont équipées de vannes permettant d'isoler chaque réservoir.

Art. 51.— L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

Art. 52.— Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière, relative à l'installation visée. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée, conformément à l'annexe I du présent arrêté. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

En particulier, si des engins motorisés et des véhicules routiers appelés à pénétrer dans les parties de l'installation visées à l'alinéa précédent, sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules font l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Art. 53.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil de l'établissement.

Art. 54.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires, l'interdiction d'employer des engins thermiques pour le nettoyage, etc. dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction est affichée, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire concernée ;
- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Art. 55.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

Une consigne définit les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, déclarée par l'exploitant et inscrite dans le présent arrêté.

Une autre consigne définit les modalités d'enregistrements des données permettant de démontrer *a posteriori* que cette quantité a été respectée à tout instant.

Les consignes et procédures d'exploitation permettent de prévenir tout sur remplissage.

Une consigne particulière est établie pour la mise en œuvre ponctuelle du torchage d'un réservoir.

Art. 56.— Les consignes générales concernant la sécurité et les procédures d'évacuation sont affichées dans tous les bâtiments recevant la clientèle de l'établissement (bureaux, etc.). Les textes sont rédigés dans les langues parlées par la clientèle habituelle de cet établissement.

Art. 57.— Des exercices incendies sont effectués périodiquement par le personnel de l'établissement. Des exercices d'évacuation sont également réalisés annuellement sur le site de l'établissement afin de mieux maîtriser leurs organisations et d'y entraîner le personnel régulièrement.

Art. 58.— Tous les organes de coupure (fluides et électricité) sont clairement identifiés et facilement accessibles aux services de secours.

TITRE VIII - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 59.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 60.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 61.— Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 62.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 63.— L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées. Le volume de déchets autorisé est conforme au tableau suivant :

Source	Type	Quantité annuelle	Filière d'élimination
PSC/Séparateur	Effluents	Non estimée	Société spécialisée
Groupe électrogène	Huiles usées	Non estimée	Société spécialisée
Climatiseurs	Fluides frigorigènes	Non estimée	Société spécialisée
Climatiseurs	Emballage des fluides frigorigènes	Non estimée	Retournés au fournisseur
Activités commerciales	Divers	1 à 2 m ³ /j (estimation)	Ramassage communal
Activités commerciales	Carton, papier, verre, aluminium, bouteilles plastiques	Non estimée	Filière de tri locale

Art. 64.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Art. 65.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 66.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage et de ruissellement.

Art. 67.— Ces eaux ne sont pas envoyées dans le milieu naturel, mais canalisées vers un séparateur/décanteur d'hydrocarbures dimensionné (la note de dimensionnement devant être jointe au registre d'exploitation) et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 mg/l (norme NF T 90.101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l (norme NF T 90.203).

Art. 68.— Le séparateur/décanteur est entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne sont en aucun cas jetés dans le milieu naturel mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les contrats et factures d'entretien du séparateur sont conservés dans le dossier "installation classée" visé à l'article 6.

Art. 69.— Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer ou du lagon, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune. Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 70.— Il est également interdit de jeter ou abandonner des déchets dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer ou du lagon, sur les plages ou sur les rivages de la mer.

Art. 71.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Art. 72.— Il est interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 73.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 74.— Les locaux réservés aux déchets fermentescibles sont climatisés.

TITRE IX - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 75.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 76.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 77.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centre d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales.

Jour : jours ouvrables de 7 heures à 19 heures : 60 ;

Nuit : de 19 heures à 7 heures, plus dimanche et jours fériés : 50.

Art. 78.— L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB(A) le jour (de 7 heures à 19 heures) ;
- de 3 dB(A) la nuit (de 19 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Art. 79.— Les valeurs "jours ouvrables" sont augmentées de 5 dB(A) sur la bordure de la route menant à la vallée de la Tipaerui.

Art. 80.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *Bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées ;
- *Bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle ;
- *Bruit résiduel* : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée ;
- *Emergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel ;
- *Niveau global équivalent (Leq)* : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation ;
- *Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50)* : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Art. 81.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 82.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite "de contrôle" de la norme NF S 31-010.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 83.— Lorsque plusieurs installations classées soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau du bruit global émis par ces installations respecte les valeurs-limites ci-dessus.

Art. 84.— Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

Art. 85.— Une étude sonore complémentaire sera menée après mise en place de l'installation, pour caractériser notamment l'émergence au niveau des tiers les plus proches.

TITRE X - EXPLOITATION

Art. 86.— Un registre d'exploitation tenu à jour est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévues ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 87.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que le personnel en prenne connaissance.

Art. 88.— L'encadrement de l'entreprise s'assure du port effectif des protections individuelles par le personnel lorsqu'elles sont indispensables.

Art. 89.— L'exploitant fournit les documents suivants, à compter du délai indiqué dans le tableau et courant à partir de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française :

Document	Délai	Service(s) destinataire(s) (en plus de la direction de l'environnement)
Eléments nécessaires à la réalisation d'un plan d'intervention (plan d'établissement répertorié)	Avant l'ouverture	Direction de la défense et de la protection civile
Délimitation du domaine public	4 mois	
Levée des réserves du rapport SOCOTEC	2 mois	

Art. 90.— Le non-respect d'un seul ou de plusieurs points ou délais de l'article précédent entraînent la caducité d'office du présent arrêté, qui pourra être constatée par l'inspection des installations classées par courrier, sans passage en commission des installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 91.— Les abords du site sont régulièrement traités à l'insecticide contre la petite fourmi de feu (*wasmannia auropunctata*).

TITRE XI - REMISE EN L'ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Art. 92.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de tous produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

**TITRE XII - CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE
AUTORISEE**

Art. 93.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 94.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme compétent, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations

classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 95.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 96.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie Française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

PERMIS DE FEU

La demande de « permis de feu » comprend au minimum les éléments du modèle ci-après :

DEMANDE DE PERMIS DE FEU

Date :

Zone & Bâtiment : / Etage :

Nature de l'opération :

Le responsable de la sécurité incendie donne l'autorisation d'effectuer l'opération ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci dessous ont été prises.

Autorisation valable du : au :

Signature du responsable de la sécurité incendie :

Opération commencée le : Opération terminée le :

Signature de l'opérateur :

PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE

- Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.
- Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :
 - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.
 - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc....
 - Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.
- Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.
- Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d'opération.
- Surveillance incendie :
 - Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.
 - Une ronde est effectuée 30 minutes après la fin des opérations.

Mesures particulières :

.....

.....

.....

.....

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE n° 2500 MSS/DSP du 3 avril 2012 relatif à l'organisation de la deuxième session de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier d'avril 2012.

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 2171 CM du 28 décembre 2011 portant nomination de M. le docteur Jean-Marc Pujo en qualité de directeur de la santé à compter du 1er janvier 2012 ;

Vu l'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 portant délégation de signature à M. le docteur Jean-Marc Pujo, directeur de la santé, et à certains agents de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2001 modifié relatif à l'évaluation continue des connaissances et des aptitudes acquises au cours des études conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier,

Arrête :

Article 1er. — Une deuxième session d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier est ouverte à Papeete du lundi 16 au jeudi 26 avril 2012.

Le jury de cet examen est composé comme suit :

- le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) de Bretagne ou son représentant, *président* ;
- le directeur de l'IFPS Mathilde-Frébault, *membre* ;
- un médecin participant à la formation des étudiants, *membre* ;
- deux enseignants d'institut de formation en soins infirmiers dont un exerçant à l'IFPSS de Nouvelle-Calédonie, *membres* ;

- trois infirmiers en exercice depuis au moins trois ans et ayant participé à des évaluations en cours de scolarité, *membres* ;
- la conseillère pédagogique régionale en soins infirmiers, *membre* ;
- le responsable du bureau paramédical de la direction de la santé, *membre (voix consultative)*.

Art. 2. — Cet examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'infirmier comporte :

1° Une épreuve écrite

Cette épreuve écrite consiste en un travail de fin d'études (TFE), écrit et personnel, de quinze à vingt pages sur un thème d'intérêt professionnel choisi par l'étudiant en avec l'équipe enseignante.

Ce travail est présenté et soutenu devant un jury de deux personnes désignées par le directeur de l'institut dont relève l'étudiant, un cadre enseignant et une personne qualifiée dans le domaine traité, dont l'un d'entre eux n'assure pas d'enseignement dans l'institut précité.

Ce travail de fin d'études est noté sur 60 points, dont :

- 30 points sont attribués au contenu écrit ;
- 30 points pour la soutenance.

La durée de la soutenance ne doit pas excéder une heure, préparation incluse.

2° Une épreuve de mise en situation professionnelle

La mise en situation professionnelle a lieu au cours de l'un des deux derniers stages de troisième année dans le service hospitalier ou extra-hospitalier où l'étudiant est en stage depuis au moins une semaine, à l'exclusion du stage de projet professionnel.

L'épreuve consiste en une prise en charge d'un groupe de deux à dix malades suivant la nature du service et des soins.

La durée de cette épreuve, comprise entre deux et quatre heures, varie en fonction du nombre de personnes soignées prises en charge.

Cette épreuve est notée sur 60 points, dont :

- 30 points pour la présentation synthétique des patients pris en charge et l'argumentation des projets de soins ;
- 30 points pour l'organisation et la réalisation des soins.

Les soins dispensés doivent permettre d'évaluer notamment la capacité relationnelle de l'étudiant et sa dextérité gestuelle.

Une note inférieure à 12 sur 30 à la réalisation des soins est éliminatoire ainsi qu'une note inférieure à 21 sur 60 à l'ensemble de l'épreuve.

Un seul soin potentiellement dangereux pour le malade entraîne une note égale à 0 sur 30.

L'évaluation de cette épreuve est assurée par un enseignant d'un autre institut de formation que celui dont relève l'étudiant et par un infirmier en exercice depuis au moins trois ans et ayant participé à des évaluations en cours de scolarité.

Art. 3. — Les candidats (promotion 2008-2011) autorisés à se présenter à cette deuxième session d'examen sont les suivants :

- 1° Eric Philippe Darles, né le 17 mai 1975 à Toulouse, France ;
- 2° Marilène Gressier, née le 27 avril 1979 à Saint-Denis, île de la Réunion ;
- 3° Laetitia Hurst-Carvalho Da Silvo, née le 25 juin 1977 à Migennes, France ;

- 4° Jean-David Laurentz, né le 26 novembre 1978 à Marseille, France ;
- 5° Carlota Manuel épouse Pimot, née le 9 février 1978 à Rurutu, Polynésie française ;
- 6° Vaiana Manutahi, née le 20 mars 1978 à Papeete, Polynésie française ;
- 7° Edwige Tokoragi, née le 14 décembre 1973 à Papeete, Polynésie française ;
- 8° Lonia Zisou, née le 17 juin 1974 à Papeete, Polynésie française.

Art. 4. — Les soutenances du travail de fin d'étude (TFE) se dérouleront selon le calendrier suivant :

Noms et Prénoms des candidats	Jury enseignant de l'IFPSS de Nouvelle Calédonie	Jury soignant	Date et heure de la soutenance
DARLES Eric	VIDAL Anne-Marie	LIDEREAU Lionel	24/04/2012 14 heures
LAURENTZ Jean-David	VIDAL Anne-Marie	HONTANG Christophe	16/04/2012 14 heures
MANUEL épouse PIMOT Carlota	VIDAL Anne-Marie	TEHIVA Anne-Marie	18/04/2012 15 heures
MANUTAHAI Vaiana	VIDAL Anne-Marie	DOMELIER Karine	23/04/2012 14 heures
TOKORAGI Edwige	VIDAL Anne-Marie	DELORD Jacqueline	19/04/2012 14 heures
ZISOU Lonia	VIDAL Anne-Marie	CARADEC Nolwen	17/04/2012 14 heures

Art. 5. — Les évaluations des mises en situation professionnelle (MSP) se dérouleront selon le calendrier indiqué ci-dessous :

Structures de soins	Candidat	Jury enseignant de l'IFPSS de Nouvelle Calédonie	Jury soignant	Date et heure de l'évaluation
Sce Oncologie CHPF	HURST épouse COULANGE Laetitia	VIDAL Anne-Marie	NGUYEN Laurence Cadre de santé	16/04/2012 08 heures
Sce Neurochirurgie CHPF	MANUTAHAI Vaiana	VIDAL Anne-Marie	SABATIER Denise Cadre de santé	17/04/2012 07 heures 30
Sce Pneumologie CHPF	TOKORAGI Edwige	VIDAL Anne-Marie	CARADEC Nolwen Infirmière	18/04/2012 08 heures
Sce Neurologie CHPF	DARLES Eric	VIDAL Anne-Marie	RESZYTNIK Corinne Cadre de santé	19/04/2012 07 heures 30
Sce Cardiologie USIC CHPF	GRESSIER Marilène	VIDAL Anne-Marie	ZORGNOTTI Isabelle Cadre de santé	23/04/2012 07 heures 30
Sce Gastroentérologie CHPF	ZISOU Lonia	VIDAL Anne-Marie	DELORD Jacqueline Infirmière	24/04/2012 07 heures 30

Art. 6. — Une réunion d'harmonisation des modalités organisationnelles des épreuves, destinée aux membres du jury, aura lieu le vendredi 13 avril à 11 heures à l'institut.

Art. 7. — Les candidats sont déclarés reçus au diplôme d'Etat d'infirmier s'ils obtiennent, sans note éliminatoire, un total de points égal à 60 sur 120.

Art. 8. — La liste des candidats reçus au diplôme d'Etat d'infirmier est établie en séance plénière du jury prévue à l'article 1er du présent arrêté au vu des notes visées à l'article 7 ci-dessus.

Le jury ne peut éliminer un candidat sans avoir consulté son dossier d'évaluation continue.

La réunion du jury se tiendra le jeudi 26 avril à 13 h 30 dans les locaux de l'IFPS Mathilde-Frébault.

Art. 9. — Le candidat qui échoue à l'issue de cette deuxième session peut demander au directeur de l'institut de formation en soins infirmiers de son choix de le présenter aux épreuves des deux sessions suivantes.

Le directeur de l'institut de formation, après avis du conseil pédagogique et sur l'examen du dossier d'évaluation

continue de l'étudiant, peut l'autoriser à redoubler, à se présenter aux épreuves visées à l'article 2 ci-dessus sans scolarité ou à bénéficier d'un complément de formation. En cas de complément de formation, les évaluations effectuées ne sont pas prises en compte pour l'obtention du diplôme d'Etat.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la santé,
Dr. Jean-Marc PUJO.

ARRETE n° 2566 MSS du 5 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 portant délégation de signature à M. le docteur Jean-Marc Pujo, directeur de la santé, et à certains agents de la direction de la santé.

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées dans chaque archipel à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées, notamment son annexe, point 25 ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 2171 CM du 28 décembre 2011 portant nomination de M. le docteur Jean-Marc Pujo en qualité de directeur de la santé ;

Vu l'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 portant délégation de signature à M. le docteur Jean-Marc Pujo, directeur de la santé, et à certains agents de la direction de la santé ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 5236 PR/CM du 2 septembre 2011 relative à la réforme du régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

L'article 3 est ainsi rédigé :

"Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Jean-Marc Pujo, les délégations citées aux articles 1er et 2 sont dévolues, nonobstant l'application des tirets II et III ci-dessous, à M. Maurice Yune, directeur adjoint".

Le troisième tiret de l'article 4 est ainsi rédigé :

"- Mme Nancy Mao Che, responsable du département administration et financier".

Le point 5 - C de l'article 5 est ainsi rédigé :

"5 - C- Département administration et financier - DAF".

"Mme Nancy Mao Che, responsable du département administration et financier, reçoit délégation de signature :

Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *dix millions de francs CFP* ;
- actes de procédure ayant trait à la passation des marchés n'excédant pas *trente millions de francs CFP* ;
- états liquidatifs récapitulatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistage des cancers gynécologiques ;
- certification du service fait."

Art. 2. — Le directeur de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 5 avril 2012.
Charles TETARIA.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA FORÊT

Par arrêté n° 2398 MAE du 30 mars 2012. — En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995, est autorisée la cession à titre gratuit à l'école élémentaire Piafau de Faa'a de 4 plants fruitiers listés ci-après :

- 1 plant de uru, variété Puero ;
- 1 plant de uru, variété Pa'ea ;
- 1 plant de uru, variété Maohi ;
- et 1 plant de uru, variété Huero Rearea.

Les plants seront préparés par le service du développement rural. Le transport des produits de la pépinière de Papara vers le lieu de plantation est à la charge du bénéficiaire.

Par arrêté n° 2450 MAE du 3 avril 2012. — L'arrêté n° 1175 CM du 23 juillet 2009 autorisant la location du lot n° 4 du lotissement agricole territorial Bachelier, sis à Raiatea, au profit de Mlle Linda Patere, est abrogé.

La résiliation du bail du 18 janvier 2010 conclu entre la Polynésie française et Mlle Linda Patere est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Par arrêté n° 2451 MAE du 3 avril 2012. — L'arrêté n° 8920 MAA du 9 décembre 2010 autorisant la location du lot n° 3 du lotissement agricole Bachelier, sis à Raiatea, au profit de Mme Valentine Ebb, est abrogé.

La résiliation du bail du 18 octobre 2002 conclu entre la Polynésie française et Mme Valentine Ebb est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS
ET DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES**

Par arrêté n° 2432 MDA du 2 avril 2012.— Le navire Aremiti 1, exploité par la SNC Degage et Cie, est autorisé à desservir à titre exceptionnel les îles de Makatea, Raraka, Taenga, Rangiroa et Makemo au titre du transport scolaire pour les vacances et la rentrée d'avril 2012.

Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Par arrêté n° 2433 MDA du 2 avril 2012.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Cobia 2 sur la desserte des Tuamotu du centre et ouest, le navire Cobia 2 est autorisé à desservir les îles de Makemo, Marokau, Hao, Amanu, Vairaatea, Tematangi et Hereheretue au titre du transport scolaire par voie maritime pour les vacances et la rentrée d'avril 2012.

Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Par arrêté n° 2443 MDA du 2 avril 2012.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 4 de l'arrêté n° 4261 MDA du 3 août 2011 portant octroi d'une licence d'armateur à la société désignée SARL Raromatai Express pour l'exploitation du navire Aremiti 4 sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent et, à titre exceptionnel et temporaire, sur la desserte maritime de Moorea, dans l'attente de la mise en service du navire Raromatai Express, le navire Aremiti 4 est autorisé à desservir Moorea toute la journée du lundi 2 avril 2012 en remplacement du navire Aremiti Ferry.

Par arrêté n° 2528 MDA du 4 avril 2012.— L'arrêté n° 28 MEP du 28 juillet 2008 autorisant M. Frédéric Benne à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku-A-Taha, Nuku Hiva (îles Marquises), dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**ARRÊTES DU PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

ARRÊTE n° A 22-2012 PR/APF du 30 mars 2012 portant nomination du chargé de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-23 du 14 décembre 2009 relative au statut des personnels de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française et des personnels recrutés pour occuper un emploi fonctionnel ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1608 CM du 20 septembre 2010 portant modification de l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er avril 2012, Mme Yesta Tefaaite épouse Heuea est nommée chargée de communication du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2012.
Jacqui DROLLET.

**ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE,
SOCIAL ET CULTUREL**

AVIS n° 122 du 27 mars 2012 sur le projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs de la Polynésie française et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés et sur le projet de loi du pays portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des salariés de la Polynésie française.

Saisine du Président de la Polynésie française

Rapporteurs : Mme Lydie Atiu et M. Makalio Folituu.

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 1113 PR du 1er mars 2012 du Président de la Polynésie française, reçue le même jour, sollicitant l'avis du CESC sur le projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu la saisine n° 1115 PR du 1er mars 2012 du Président de la Polynésie française, reçue le même jour, sollicitant l'avis du CESC sur le projet de loi du pays portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu la décision du bureau réuni le 2 mars 2012 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 22 mars 2012 ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 27 mars 2012, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET

Les présentes saisines, soumises à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, ont pour objet deux projets de lois du pays :

- l'un portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;
- et l'autre portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française.

II - PREAMBULE

Le système de retraite des travailleurs salariés en Polynésie française, créé le 1er avril 1968, est fondé sur le principe de la solidarité intergénérationnelle. Son financement est assuré par des cotisations obligatoires des salariés et des employeurs. Ce principe de répartition est complété, pour le régime, par des réserves obligatoires garantissant le paiement des pensions lorsque la conjoncture économique se dégrade.

La viabilité du système à long terme dépend donc de l'évolution de divers facteurs comme la démographie, l'espérance de vie, le nombre de cotisants, le nombre de pensionnés et des conditions d'octroi des pensions.

Concernant le sujet des retraites, objet des présentes saisines, le Conseil économique, social et culturel a eu l'occasion, par le passé, de formuler des avis et recommandations :

- le 26 décembre 2002 au travers d'une autosaisine intitulée "les retraites en Polynésie française : bilan et perspectives"¹ ;
- le 20 août 2010, au travers d'une autosaisine sur la réforme de la protection généralisée² ;
- et le 27 décembre 2010, sur un projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française³.

Ce dernier projet de loi du pays adopté par l'assemblée de Polynésie française sous le numéro 2011-12 LP/APF du 19 mai 2011 a fait l'objet d'un recours auprès du Conseil d'Etat, suite à sa publication au JOPF du 30 mai 2011.

La loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française précise néanmoins en son article 177 qu'en pareil cas, "le Conseil d'Etat se prononce dans les trois mois de sa saisine..."

A ce jour, soit plus de neuf mois après la publication du texte adopté au JOPF, la décision du Conseil d'Etat n'est toujours pas intervenue.

Les projets de lois du pays découlent des mêmes motifs avancés lors de la précédente saisine. Ils sont liés à la conjoncture économique difficile que vit la Polynésie française ayant entraîné une érosion de l'emploi salarié au cours de la décennie passée. Ainsi donc, le rapport entre le nombre d'actifs cotisants et le nombre de travailleurs retraités se détériore de plus en plus. Sur les trois dernières années, le nombre de cotisants à la retraite des salariés est passé de 65 986 en 2008 à 61 500 en 2011 alors que sur la même période, le nombre de pensionnés est passé de 20 704 à 25 800.

Tableau de l'évolution du ratio du nombre d'actifs cotisants sur le nombre de pensionnés :

Année	1988	1995	2000	2005	2011
Nombre de cotisants/pensionnés	11,2	5,6	4,4	3,7	2,4

Source : Caisse de prévoyance sociale, mars 2012.

L'exposé des motifs souligne par ailleurs que cette dégradation du ratio "est amplifiée par les conditions très favorables de départ anticipé à la retraite mises en place en 1987 et maintenues depuis... Ces conditions de départ anticipé ont été par ailleurs assouplies en 1996.

Ce qui était pensé comme une disposition optionnelle tend aujourd'hui à concurrencer la norme : depuis 2005, les départs anticipés à la retraite représentent en moyenne 45 % du total des départs en retraite, avec un pic à 50 % en 2010."

Par ailleurs, la durée moyenne de cotisation n'a pas suivi le gain estimé de l'espérance de vie moyenne en Polynésie française de +7 ans entre 1987⁴ et 2007⁵.

Ce sont autant de facteurs qui menacent l'équilibre financier du régime de base des salariés dont les réserves obligatoires sont largement entamées par ailleurs.

Depuis 2009, le montant des cotisations perçues est inférieur aux pensions servies au titre de la "retraite A". Ce déficit s'est établi à 1,2 milliard F CFP en 2009 (pour total de pensions servies de 21,5 milliards F CFP), 2,6 milliards en 2010 (pour 23,4 milliards de pensions servies). Dans les conditions actuelles, sans une réforme des paramètres structurels, le déficit estimé à fin 2011 est de 4,1 milliards de F CFP (pour 25,9 milliards de pensions servies) avec un épuisement des réserves en 2017.

Les partenaires sociaux avaient pris la mesure d'une nécessaire et profonde rénovation des régimes de retraite afin d'assurer leur viabilité et leur pérennité. Les réformes proposées deviennent capitales afin de rétablir l'équilibre du régime de retraite des salariés très rapidement. Les projets de lois du pays proposés s'inscrivent dans cette démarche.

III - OBJECTIF DES PROJETS DE LOIS DU PAYS

1er projet de loi du pays :

Aux termes de l'exposé des motifs, l'objectif visé par le gouvernement à travers le présent projet de loi du pays est principalement de rétablir l'équilibre futur du régime de base de retraite des travailleurs salariés en agissant sur trois dispositions indissociables :

- 1° L'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une pension de retraite à taux plein. Cette durée passe de 35 années actuellement à 37 années pour compter du 1er janvier 2017 ;
- 2° Des conditions de départ anticipé à la retraite moins favorables. L'âge minimum pour pouvoir en bénéficier passe progressivement de 50 ans actuellement (52 ans si la loi du pays adoptée n° 2011-12 LP/APF était promulguée) à 55 ans au 1er janvier 2017. Le nombre d'années cotisées pour pouvoir en bénéficier passe de 27 actuellement à progressivement 30 ans au 1er janvier 2017. Le taux d'abattement sur la pension pour chaque année non cotisée est relevé de 1 à 3 %, tenant compte à la fois de l'âge de départ et de la durée de cotisation ;
- 3° Le changement du mode de calcul du salaire de référence servant de base au calcul de la pension. Ce sera dorénavant la moyenne des 120 meilleurs mois durant les 180 derniers mois cotisés, le calcul s'effectuant actuellement sur les 60 meilleurs mois sur les 120 derniers cotisés.

Ces trois blocs de mesures devraient permettre de repousser l'horizon de viabilité du régime de retraite de base des salariés jusqu'en 2030-2032.

2e projet de loi du pays :

L'objectif visé par le gouvernement à travers le second projet de loi du pays est d'aboutir à la suppression de toute référence au taux maximal de la double cotisation, patronale et ouvrière, fixée actuellement à 15 % par l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française.

Ce plafond de 15 % de cotisation retraite a été atteint en 2011. Les dispositions du texte adopté n° 2011-12 LP/APF du 19 mai 2011 de la loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française auraient dû permettre de le porter à 16,77 % mais le texte, attaqué sur une autre de ses dispositions, n'est toujours pas applicable. Le Conseil d'Etat n'ayant pas encore statué, cette situation entraîne un manque à gagner d'environ 200 millions F CFP par mois pour régime de retraite.

Les études actuarielles montrent que le taux permettant d'assurer l'équilibre comptable du régime de retraite A à l'horizon 2017 s'établit à 20,54 % sous réserve de l'adoption des mesures structurelles proposées par ailleurs.

IV - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Le Conseil économique, social et culturel rappelle que les nouvelles dispositions proposées sont le résultat d'une concertation et la traduction d'un vote à la majorité des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.

Le Conseil prend acte que les deux projets de lois du pays soumis à son avis poursuivent un objectif commun : celui d'assurer la pérennité du système de retraite jusqu'à l'horizon 2030-2032.

Leur examen par le Conseil appelle néanmoins les observations et recommandations suivantes :

1 - Le remboursement de l'allocation complémentaire de retraite (ACR) pour la reconstitution du fonds de réserve :

Le Conseil économique social et culturel rappelle les recommandations qu'il avait formulées dans son rapport d'autosaisine n° 124 du 26 novembre 2002. Le constat était le suivant :

"La délibération n° 82-333 AT du 15 avril 1982 portant institution d'un minimum vieillesse mettait à la charge de la CPS le service du paiement de l'allocation complémentaire de retraite, par imputation sur les crédits mis à sa disposition par le territoire (article 14). Ces crédits n'ont pas été mis en place et ce n'est qu'en 1987, que la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 crée le Fonds social de la retraite (FSR), met à sa charge le paiement de l'ACR et oblige le conseil d'administration de la CPS à en fixer les modalités de fonctionnement et de financement."

"La CPS, ne s'étant jamais intéressée à la question, ou alors parce que selon certains, on le lui a imposé, a pris l'habitude de ponctionner sur le régime de retraite des salariés, ce qui est une illégalité dans la mesure où il n'y avait aucune raison particulière de le faire, si ce n'est que le régime était excédentaire."

"Le régime des salariés supporte donc cette charge depuis 1982, ce qui représente aujourd'hui un montant cumulé de l'ordre de 10,2 Mds de F CFP."

"Depuis 1995, date de la mise en place de la protection sociale généralisée, tout résident polynésien est pris en charge par un des trois régimes (RGS, RNS ou RST). On peut donc estimer qu'à compter de cette date, on aurait dû prévoir un basculement du financement de l'ACR sur la solidarité et non plus sur le régime des salariés. Malheureusement, force est de constater que la CPS n'a rien fait et que c'est seulement depuis 2 ou 3 ans qu'elle a dénoncé cette situation inéquitable."

"Par ailleurs, subsiste une autre iniquité dans le fait qu'une personne, qui a cotisé suffisamment pour percevoir une pension équivalente au minimum vieillesse, ne touchera rien de plus que celle qui n'a jamais cotisé. Il y a ainsi une anomalie à ce niveau, en ce sens que la personne qui a cotisé devrait percevoir une "prime" supplémentaire et c'est à cela que sert le régime de retraite du RGS, dont le rôle est de payer au minimum, quoi qu'il arrive, les droits aux retraites acquis."

"Pour la complémentarité, on peut estimer que quelqu'un qui a cotisé plus de 5 ans et moins de 30 ans doit, pour la plus grande partie, relever de la solidarité. On peut aussi penser qu'une partie pourrait être financée par le RGS pour améliorer la situation de cette personne, mais cela est à négocier avec le territoire."

"Une autre solution est de dire que, dès lors que les retraités ont une pension inférieure au minimum vieillesse, le régime des salariés verse la totalité de la pension de

retraite et la collectivité, c'est-à-dire l'ensemble de la solidarité, paie un peu plus que ce qui correspond au minimum vieillesse pour que les personnes qui ont cotisé bénéficient d'une bonification par rapport à celles qui n'ont jamais cotisé."

"Il faut éviter, en effet, de tomber dans un système pervers qui favoriserait la non-activité ou le fait que les gens se reposeraient sur ce qu'ils peuvent obtenir gratuitement, sans fournir d'efforts pour la société. A terme, la situation peut devenir explosive, car les personnes qui contribuent par leur activité n'accepteront plus que d'autres en profitent gratuitement et sans efforts."

"Le CESC recommande que la solidarité rembourse l'ACR versée par le régime des salariés depuis 1982 et la prene désormais en charge, parce que c'est un problème de solidarité et parce que la branche retraite tranche A est loin d'avoir des réserves inépuisables."

"Par ailleurs, le CESC recommande que le retraité ayant acquis des droits, ait une pension de retraite cumulée à l'ACR supérieure au minimum vieillesse, le RGS et le territoire ayant à statuer sur le niveau et les conditions de cette bonification."

Ces recommandations sont restées lettre morte et du fait de la conjoncture actuelle, il est temps que sous l'action du gouvernement, ce problème soit réglé définitivement.

2 - La nécessaire création de mesures dérogatoires en cas de licenciement pour motifs économiques :

Le Conseil réitère sa demande en vue de la création de mesures dérogatoires au dispositif concernant les départs anticipés en cas de licenciement pour motifs économiques.

Il rappelle en cela les termes de son avis n° 88 CESC du 27 décembre 2010 :

"La situation économique d'une personne licenciée est un facteur déterminant dans le choix d'opter ou non pour un départ anticipé à la retraite. Dans le cas d'un licenciement économique, la pension de retraite peut être le seul moyen de subsistance de la famille en l'absence d'une indemnité ponctuelle qui permette à la personne concernée de subvenir à ses besoins personnels et familiaux."

"Le CESC préconise fortement d'instituer dans la loi du pays proposée des dispositions dérogatoires limitées dans le temps pour les travailleurs salariés visés, afin qu'ils continuent de bénéficier de la possibilité offerte d'un départ anticipé à l'âge de 50 ans en ayant cotisé au moins 15 ans, et qu'ils ne soient pas pénalisés."

"Cette approche avait fait l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux qui ne doit pas être remis en cause en vertu d'un consensus qui avait permis d'entériner un accord sur le relèvement des taux de cotisations, de l'âge et de la durée de cotisations pour un départ anticipé à la retraite. On ne peut et on ne doit pas se permettre d'éluder un élément clef qui touche en particulier les plus démunis des travailleurs salariés."

"La définition des "licenciements pour motifs économiques", à laquelle il conviendra de se référer, est donnée par le code du travail polynésien."

3 - Sur le cumul du bénéfice de la pension de retraite anticipée et l'avantage d'un autre revenu d'activité :

Le CESC recommande que l'assuré qui bénéficie des mesures de retraite anticipée à sa demande prévues par la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987, peut cumuler sa pension de retraite avec un autre revenu d'activité.

Cependant, le paiement de la pension de retraite obtenue de manière anticipée doit être plafonné ou suspendu dans le cas où le cumul de la pension avec des revenus d'activité est supérieur à la moyenne des salaires de la dernière année d'activité et ce, jusqu'à la cessation effective de son activité ou jusqu'à l'âge légal de la retraite.

La moyenne des salaires de référence, telle que définie précédemment sera réévaluée sur l'indice du coût de la vie à chaque date anniversaire.

4 - Sur la suppression du plafonnement du taux de cotisation à la retraite de 15 % :

Le CESC rappelle que l'augmentation du taux de cotisation à un maximum de 20,54 % en 2012 est le résultat d'une concertation et d'un consensus entre les partenaires sociaux au sein du conseil d'administration de la CPS.

En 2011, le taux adopté s'élève à 16,77 %, mais sa mise en application est suspendue à la décision du Conseil d'Etat.

L'équilibre financier de la caisse de retraite ne peut être assuré par la seule variation du taux de cotisation. Il ne peut résulter que de la conjugaison de plusieurs autres mesures évoquées précédemment (recul de l'âge de départ anticipé, révision des taux d'abattement, allongement de la durée de cotisation...).

Considérant que l'augmentation sans limitation du taux de cotisation pèsera sur le revenu des salariés et sur le coût du travail, le Conseil économique, social et culturel est défavorable à la suppression du plafonnement du taux maximum de cotisation précédemment fixé à 15 %⁶.

Le Conseil économique, social et culturel recommande que le taux de cotisation, tel qu'il a été discuté par les partenaires sociaux, ne puisse excéder 21 % à l'horizon 2017.

En ce sens, le Conseil préconise qu'au lieu de supprimer le plafonnement, il y a lieu de modifier l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française, comme suit :

"(...)

Ce taux évoluera pour atteindre à terme un maximum de 21 % à l'horizon 2017. Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi."

Le Conseil économique, social et culturel rappelle encore que ce type de mesure ne représente pas une réponse suffisante pour assurer durablement la viabilité du régime si les autres réformes structurelles de la protection sociale généralisée ne sont pas mises en œuvre rapidement.

V - CONCLUSION

Sous réserve des observations et recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française émet :

- un avis favorable au projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives au régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et au régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;
- et un avis favorable au projet de loi du pays portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article 22 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française.

- ¹Rapport d'autosaisine n° 124 CESC "Les retraites en Polynésie française : bilan et perspectives" adopté en séance plénière le 26 décembre 2002 ;
- ²Rapport d'autosaisine n° 145 CESC "La réforme de la protection sociale généralisée" adopté en séance plénière du 20 août 2010, pages 63-64 ;
- ³Avis n° 88-2010 du 27 décembre 2010 ;
- ⁴1987 : mise en place du système de retraite ;
- ⁵2007 : donnée issue du dernier recensement officiel de la population ;
- ⁶Délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 : "Art. 22. — Taux : Le taux de la double cotisation, patronale et ouvrière est réparti à raison des deux tiers à la charge de l'employeur et d'un tiers à la charge du travailleur salarié. Ce taux est fixé par arrêté en conseil des ministres, après avis du conseil d'administration. Ce taux évoluera, dans le cadre de paliers quinquennaux, pour atteindre à terme un maximum de 15 %."

AVIS n° 123 du 27 mars 2012 sur un projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives à l'assurance vieillesse et à l'aide aux personnes âgées.

Saisine du Président de la Polynésie française

Rapporteurs : M. Joseph Chaussoy et Mme Lucie Tiffenat, rapporté en assemblée plénière par cette dernière.

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 1114 PR du 1er mars 2012 du Président de la Polynésie française reçue le même jour, sollicitant l'avis du CESC sur un projet de loi du pays portant diverses dispositions relatives à l'assurance vieillesse et à l'aide aux personnes âgées ;

Vu la décision du bureau réuni le 2 mars 2012 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 20 mars 2012 ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 27 mars 2012, l'avis dont la teneur suit :

Le CESC est saisi pour avis d'un projet de loi du pays qui modifie certaines des dispositions de textes existants relatifs à l'assurance vieillesse et à l'aide aux personnes âgées, lesquelles dispositions doivent, selon les rédacteurs du projet, être regardées comme de simples "ajustements techniques".

I - OBJECTIFS DU PROJET

Aux termes de l'exposé des motifs, le projet du gouvernement :

- supprime (dans tous les textes où elle apparaît) la disposition qui prévoit l'examen par le conseil d'administration de la Caisse du droit aux prestations en cas de décès de l'assuré après l'âge de 35 ans ou après 15 ans de cotisation ;
- met un terme au droit à pension de réversion en cas de remariage du conjoint survivant ;
- introduit des dispositions relatives à la prescription de l'action en paiement du capital décès ;
- rend les prestations cessibles et saisissables.

II - OBSERVATIONS DU CESC

Après avoir entendu les techniciens de la Caisse de prévoyance sociale, rédacteurs du projet, le CESC formule les observations suivantes :

- il est en désaccord avec l'article LP. 2 du projet du gouvernement qui propose de compléter par un nouvel alinéa l'article 12 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 et de prescrire "par un an" l'action en paiement du capital décès ;
- il est en désaccord avec l'article LP. 4 du projet du gouvernement qui propose de modifier le deuxième alinéa de l'article 26 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 et de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires", car la situation économique et sociale de très nombreuses familles - aujourd'hui très difficile - ne pourrait qu'être aggravée par cette disposition ;
- il est en désaccord avec l'article LP. 6 qui propose de compléter l'article 12 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée par un nouvel alinéa en vue de prescrire "par un an" l'action en paiement du capital décès ;
- il est (pour les mêmes raisons que *supra*) en désaccord avec l'article LP. 7 qui propose de modifier l'alinéa 2 de l'article 23 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée et de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" ;
- il est (pour les mêmes raisons que *supra*) en désaccord avec l'article LP. 10 qui propose d'ajouter un article 26-1 à la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 modifiée en vue de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" ;
- il est (pour les mêmes raisons que *supra*) en désaccord avec l'article LP. 12 qui propose de modifier le 1er alinéa de l'article 5 de la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée en vue de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" ;
- il est (pour les mêmes raisons que *supra*) en désaccord avec l'article LP. 14 qui propose d'ajouter un alinéa à l'article 52 *quater* de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 modifié en vue de rendre "ces allocations et avantages cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires".

RECOMMANDATIONS DU CESC

En cohérence avec ses observations, le CESC recommande :

- que l'article LP. 2, qui propose de compléter par un nouvel alinéa l'article 12 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 et de prescrire "par un an" l'action en paiement du capital décès, prévoie une prescription à cinq ans, après notification par la CPS ;
- que l'article LP. 4, qui propose de modifier le deuxième alinéa de l'article 26 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 et de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" disparaisse et que l'alinéa en question conserve son écriture actuelle ;
- que l'article LP. 6, qui propose de compléter l'article 12 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée par un nouvel alinéa en vue de prescrire "par un an" l'action en paiement du capital décès, prévoie une prescription à cinq ans, après notification par la CPS ;
- que l'article LP. 7 qui propose de modifier l'alinéa 2 de l'article 23 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée et de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" disparaisse et que l'alinéa en question conserve son écriture actuelle ;
- qu'à l'article LP. 10, à la proposition d'ajouter un article 26-1 à la délibération n° 79-20 du 1er février 1979

modifiée en vue de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires", il soit préféré la formule : "Elles sont incessibles et insaisissables, sauf, dans les mêmes conditions que les salaires, pour le paiement des dettes alimentaires" ;

- que si (article LP. 11) l'article 14 de la délibération n° 67-110 du 24 août 1967 modifiée est abrogé, il soit prévu d'orienter les ayants droit vers le FAS, si leur situation financière les rend éligibles aux dispositifs d'aide et de secours ;
- qu'à l'article LP. 12, la proposition de modifier le 1er alinéa de l'article 5 de la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée en vue de rendre les prestations "cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" soit rejetée. Le CESC est d'avis qu'il faut maintenir l'écriture actuelle de ce texte ;
- qu'à l'article LP. 14, la proposition d'ajouter un alinéa à l'article 52 *quater* de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 modifié en vue de rendre "ces allocations et avantages cessibles et saisissables dans les mêmes conditions et limites que les salaires" soit rejetée. Le CESC est d'avis qu'il faut maintenir l'écriture actuelle du texte.

IV - AVIS DU CESC

Après avoir formulé les observations et recommandations qui précèdent, le CESC émet un avis défavorable au projet tel que présenté par le gouvernement.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Mes Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

Vente de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 29 mars 2012, enregistré à Papeete, le 2 avril 2012, folio 150, bordereau 4760/13,

La société TIKIPHONE, société par actions simplifiée, au capital de 1 301 196 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, centre Vaima, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 94 40 B (anciennement n° 5056 B 94) et identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le n° TAHITI 294314,

A vendu à la société dénommée VINI DISTRIBUTION, société par actions simplifiée au capital de 25 000 000 F CFP ayant son siège social à Papeete (Tahiti), centre Vaima, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 11 184 B et identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le n° TAHITI 988808,

Un fonds de commerce aux activités d'espace polyvalent de vente de produits et services dans le cadre des activités du groupe de l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française, à l'enseigne VINI, sis et exploité à Papeete, avenue Pomare, rue Lagarde et rue du Général-de-Gaulle, au rez-de-chaussée de l'immeuble Fare Tony, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 94 40 B et n° TAHITI 294314,

Moyennant le prix de 56 059 591 FCF, payable au plus tard le 31 décembre 2013, sans intérêts.

Jouissance : A compter rétroactivement du 1er janvier 2012.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de l'office notarial la SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, où domicile a été élu à cet effet et pour être valable devront être faite par exploit d'huissier.

Pour dernière insertion,
Me Julien CHAN, notaire associé.

STUART
Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : 415, boulevard Pomare, 98713 Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 3 avril 2012 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : STUART.

Siège social : Papeete, 415, boulevard Pomare.

Objet : L'acquisition, la prise à bail, la construction de tous immeubles à Tahiti, la mise en valeur, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles appartenant à la société, la constitution de toutes garanties portant sur les biens de la société, de tous emprunts contractés en vue de la réalisation de son objet, et généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Durée : 99 années.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : MM. Benoît MALGRAS, né le 30 avril 1953 à Paris (16e), avocat au barreau de Papeete, et Christophe ROUSSEAU-WIART, né le 26 juillet 1979 à Villeurbanne (69), avocat au barreau de Papeete.

Cessions de parts : Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Les cessions aux conjoints, ascendants et descendants des associés, ou à des tiers à la société, ne sont possibles qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Les représentants légaux.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Vente de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date des 27 et 28 mars 2012, enregistré à Papeete, le 29 mars 2012, folio 150, bordereau 4751/1,

M. Fernand Xavier BERCEGOL, électricien, époux de Mme Irène TERE, demeurant à Mahaena, commune de Hitia'a O Te Ra,

A vendu à la société ENIPAC, société à responsabilité limitée au capital de 180 000 F CFP, dont le siège social est à Punaauia, résidence Jambolana, PK 11,500, côté montagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le n° TPI 11 31 B et identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le n° TAHITI 974006,

Un fonds de commerce de prestations de services et tous travaux dans le domaine électronique, électrotechnique, électrique et bobinage, à l'enseigne ENIPAC, sis et exploité à Papeete, cale de halage de Fare Ute, pour l'exploitation duquel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8524 A et n° TAHITI 062067,

Moyennant le prix de 15 000 000 F CFP.

Jouissance à compter du 1er avril 2012.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de l'office notarial de la SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, où domicile a été élu à cet effet.

Pour dernière insertion,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

POLYNESIE AGREGATS
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Aute II, Pirae, Tahiti
RC n° 08253 B - N° TAHITI 878736

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 mars 2012, la collectivité des associés a pris acte de la cession de 20 parts sociales à M. Raiarii LY SAO par M. Eric LY SAO et Mlle Eléonore LY SAO. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis,
La gérance.

SCI MONA RATTA

Assemblée générale du 1er mars 2012

Modification de l'article septième : cession des parts sociales.

Modification de l'article quinzième : décès d'un associé.

Cyril CAMUS.

Office notarial Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

Constitution

Suivant acte demeuré au rang des minutes de l'Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 4 avril 2012, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : KENZA.

Siège : Papeete, boulevard Pomare, n° 477.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Objet : L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts et droits mobiliers, la prise de participation directe ou indirecte dans quelque proportion que ce soit, dans toute société créée ou à créer quels que soient leur forme et leur objet, par voie de création de sociétés de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes ou encore par voie d'achats de titres ou autrement.

Capital social : 200 000 F CFP, apports en numéraire, divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Marco PASSAGRILLI, demeurant à Papeete, boulevard Pomare, nommé aux termes des statuts, durée non limitée.

Parts sociales : Les cessions de parts sont libres entre associés et au profit de descendant d'associés ; toutes les autres cessions doivent être autorisées par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

SARL NAVIGATION INTERINSULAIRE DES TUAMOTU

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 5 avril 2012, il a été constitué une société à responsabilité limitée :

Dénomination : SARL NAVIGATION INTERINSULAIRE DES TUAMOTU.

Forme : Société anonyme à responsabilité limitée.

Capital : 200 000 F CFP divisé en 200 parts sociales de 1 000 F CFP chacune entièrement souscrite et attribuée à chacun d'eux à proportion de leur apport respectif, soit : 100 parts à M. Vini RICHMOND et 100 parts à M. Ropati GANAHOA.

Siège : Punaauia, PK 10,500, côté montagne, servitude Tumahai n° 1.

Objet : Société d'exploitation d'une goélette maritime destinée au transport interinsulaire dans les îles Tuamotu.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérants : M. Vini RICHMOND, Punaauia, PK 10,500, servitude Tumahai n° 1, et M. Ropati GANAHOA, Moorea, Maharepa, Polymat.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION TE NIU PAPA MAOHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 janvier 2012)

Président	: MOROHI James
Secrétaire	: VAIRAAROA Kryss
Trésorière	: MOROHI Lorna

**TAATIRAA NO TE MAU MATAHIPO
TAUMATA I TEFANA I AHURAI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2012)

Présidente : TARAHU-ATUAHIVA Teura
Vice-présidente : HELME Nilda
Secrétaire : TEMARU Toimata
Secrétaire adjointe : NG Catherine
Trésorière : MAHATIA Jeanne
Trésorière adjointe : TEAHUI Moea
Juriste : DRAPE-MU Tamara
Commissaire aux comptes : YU Auguste

ASSOCIATION PETITE HOTELLERIE DE TAHITI MANAVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2012)

Président : BROTHERSON Steve
Vice-président : MOREELS Vincent
Secrétaire : SCHENCK Titaua
Trésorier : CELLA Frédéric
Trésorier adjoint : SANFORD Ralph

ASSOCIATION ARTISANALE TE VAI ORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 mars 2012)

Présidente : AHUMATA Hiraina
Vice-présidente : AHUMATA Tauhia
Secrétaire : MATUU Weetman
Secrétaire adjointe : TEHEI Dorina
Trésorier : TEMURI Edouard
Trésorière adjointe : TEMURI Claudia

CENTRE DE MEDITATION NAROPA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 mars 2012)

Président : FABRE Frédéric
Coordinatrice
du programme spirituel : GREEN Anne-Marie
Secrétaire : SACAULT Yannick
Secrétaire adjointe : DEMOLLIENS Hinata
Trésorière : CHEVAILLIER Monique
Trésorier adjoint : MAMET André

ASSOCIATION SPORTIVE TERAMAURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2012)

Président : MANUARI Octave
Vice-président : MOHI Ferdinand
Secrétaire : TERIIHAUNUI Kilda
Secrétaire adjointe : GRUHN Rahera
Trésorier : MOHI Alexandre
Trésorier adjoint : TERIIHAUNUI Thierry

ASSOCIATION ARTISANALE TEVAHINE NUKUTERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2012)

Présidente d'honneur : TEPANO Rosalie
Présidente : TETIARAHI Sabrina
Secrétaire : OTARE Noeline
Trésorière : YIP Rava
Trésorière adjointe : TAVE Marie-Louise

**ASSOCIATION CULTURELLE ET DE DEFENSE
DU PATRIMOINE TE RIMA HOTU RAU NO PAREA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 mars 2012)

Président d'honneur : MAI Francis
Président : HANEREMARAMA Julio
Vice-président : AURAA Steven
Secrétaire : TIATIA Remuna
Secrétaire adjointe : HONOURA Raihani
Trésorier : MAI Huimataiterai
Trésorier adjoint : POETAI Tinitua
Commissaire aux comptes : TUA Dora

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE ATUONA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 2012)

Président : MENDIOLA Aroma
Vice-présidente : BENNETT Jessica
Secrétaire : TINIRAU Anaïse
Secrétaire adjointe : LECORDIER Herenui
Trésorière : KEKELA Cindy
Trésorier adjoint : GUERANGER Thomas

ASSOCIATION TAMARII POROA

Modification de statuts

Art. 9. — Le bureau est élu pour 4 ans.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 2012)

Président : RIVETA Hubert
Vice-présidente : MATEAU Lara
Secrétaire : TEINAURI Angéline
Secrétaire adjointe : MAROANUI Lovaina
Trésorière : TEHOIRI Heipua
Trésorier adjoint : NAEA Roberto

ASSOCIATION TEVAI TOTEIPO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2012)

Présidente : CHALONS Marguerite
Secrétaire : RUA Siméon
Trésorière : CHALONS Jean-Marie

AMICALE DES ANCIENS DU BATAILLON DU PACIFIQUE ET DU BIMF

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 février 2012)

Président	: NOBLE Eric
Vice-président	: d'ESTIENNE d'ORVES Marc Honoré
Secrétaire	: NOUVEAU Johnny
Secrétaire adjoint	: BAILLES André
Trésorier	: AUNEAU Daniel
Assesseeurs	: CORDONNIER Irénée HAAUTI François TERIITAOHIA Richard

ASSOCIATION MOOREA JEUNESSE ATIMAHA (MJA)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 mars 2012)

Président d'honneur	: TARUOURA Jacques
Présidente	: TEMARII Aeroa
Vice-président	: TARUOURA Charles
Secrétaire	: TUNOA Heidi
Secrétaire adjointe	: TEAMOTUAITAU Patricia
Trésorière	: WALKER Rosine
Trésorière adjointe	: MAHE Tatiana

ASSOCIATION FAMILIALE ATITIRAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 janvier 2012)

Présidente d'honneur	: PAPA Terai
Président	: PAI Tehotu
Vice-président	: PAPA Alvan
Secrétaire	: PAI Heidi
Secrétaire adjointe	: PAI Sylvie
Trésorière	: ARII Tetuanui
Trésorière adjointe	: PANI Teuru
Commissaire aux comptes	: ATGER Louise

ASSOCIATION CONSORTS RICHMOND GEORGES FAATAHU NO PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 janvier 2012)

Président	: RICHMOND Georges
Vice-président	: RICHMOND Wilfrid
Secrétaire	: REY Julia
Secrétaire adjointe	: RICHMOND Anna
Trésorier	: RICHMOND Franck
Trésorier adjoint	: RICHMOND Léo
Assesseeurs	: RICHMOND Fontaine RICHMOND Joanna

ASSOCIATION FUTSAL PAPAROA NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 mars 2012)

Président	: MOU FAT Benhur
Vice-présidente	: JORDAN Elda
Secrétaire	: AH-SCHA Cynthia
Secrétaire adjointe	: MOU FAT Maire
Trésorière	: RAURAHU Imelda
Trésorière adjointe	: MOU FAT Ruta

ASSOCIATION TAUMAU TERIINOHOTUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 février 2012)

Président d'honneur	: TAHEMA Teitifaano
Présidente	: TAUMAU Juliette
Vice-présidente	: TAHEMA Liva
Secrétaire	: TAAREA Adelaïde
Secrétaire adjointe	: TAAREA Claudine
Trésorier	: TAUMAU Aimé
Trésorière adjointe	: MANA Tara
Assesseeur	: TEHEURA Armandine

ASSOCIATION FAMILIALE TEPUNAMAEHAA

(Récepissé n° 4065 DRCL du 31 mars 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 21 mars 2012, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TEPUNAMAEHAA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi de se connaître.

Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 4,800, côté mer, quartier Ahumata.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: AHUMATA Guy
Présidente	: AHUMATA Hiraina
Vice-président	: AHUMATA Mani
Secrétaire	: AHUMATA Tauhia
Secrétaire adjoint	: AHUMATA Taiuri
Trésorière	: AHUMATA Tegahineheipua
Trésorier adjoint	: AHUMATA Mata

ASSOCIATION TE U'I NO TE OA'OA LA GENERATION REMPLIE DE JOIE

(Récepissé n° 3936 DRCL du 16 mars 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 8 février 2012 une association dénommée TE U'I NO TE OA'OA qui signifie LA GENERATION REMPLIE DE JOIE.

Elle a pour but la création d'un lieu d'échange et de rencontres de personnes ayant le même intérêt dans des domaines spécifiques :

- le domaine du bien-être et le style de vie accès à tout public ;
- le domaine des foyers défavorisés :
 - de solliciter des aides diverses, de récolter et de les distribuer ;
 - d'apporter un soutien moral et physique ;
 - d'aider dans la recherche ou la création d'emploi ;
- le domaine de la jeunesse, des enfants et des ados :
 - d'organiser des animations, des activités ludiques et pédagogiques sur le domaine de la culture, des coutumes, l'identité et la préservation de son patrimoine (prévention) ;
 - de créer des clubs de soutien scolaire en partenariat avec les parents et les établissements scolaires ;
 - d'organiser des centres de vacances pour les enfants et les ados ;
 - d'organiser des sorties et des voyages dans les îles ou à l'étranger ;
 - de participer dans les actions touchant la jeunesse.

Son siège social est fixé à Vairao, PK 9,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: POHEMAI Maruia
Secrétaire	: CLARK Caroline
Trésorière	: MAUATI Ella

ASSOCIATION FAMILIALE MARUAE A MARUAE

(Récépissé n° 4068 DRCL du 31 mars 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 9 mars 2012 entre les membres fondateurs une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE MARUAE A MARUAE.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens suivant les degrés de parentés qui les unissent et ainsi de se connaître.

Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 3,800, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TAUTU Madeleine
Présidente	: TEMURI Aline
Vice-président	: TEMURI Edouard
Secrétaire	: PATII Betty
Secrétaire adjointe	: AHUMATA Hiraina
Trésorière	: TEMURI Claudia
Trésorière adjointe	: CHONG-TAM Rosalie

ASSOCIATION DES DESCENDANTS DE LEMAIRE TARETEFEIAO DIT TUMATA ET PIHATAMANU TEVAHINETARERETUAFAOVAITU

(Récépissé n° 3976 DRCL du 20 mars 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 18 février 2012, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DES DESCENDANTS DE LEMAIRE TARATEFEIAO DIT TUMATA ET PIHATAMANU TEVAHINETARERETUAFAOVAITU.

Elle a pour but :

- d'élaborer à la constitution de la généalogie ancestrale de ses adhérents, de rechercher et de recueillir tous les documents ou témoignages de toute personne physique ou morale, de défendre et faire connaître leur filiation et leur qualité d'ayant droit devant tous les services compétents de l'administration ainsi que leur famille ;
- de regrouper en association familiale chaque adhérent et les membres de sa famille d'origine, de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent ;
- d'organiser des fêtes ou concours de pétanques et toutes autres activités à caractère récréatif, sportif, cinématographique et culturel, afin d'aider ses adhérents, groupés ou non en association familiale, à contribuer à l'autofinancement de leurs frais et aussi des besoins de l'association.

Son siège social est fixé à Vairao, PK 8,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidentes d'honneur	: LEMAIRE Tehea VAIHO Tefetunui
Président	: TETAURA Michel
Vice-président	: VII Kahea
Secrétaire	: TENGARIPA Tania
Trésorière	: FLORES Lucelda

ASSOCIATION ARTISANALE MANA 1 (Récépissé n° 117 SAILSV du 28 mars 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 27 mars 2012, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION ARTISANALE MANA 1.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune, en participant aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Raiatea, Uturoa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITON DU BUREAU :

Présidente	:	WALTER Teaviu
Secrétaire	:	WALTER Silvia
Trésorière	:	WALTER Hannelore

ASSOCIATION ZUM BA LIFE

(Récépissé n° 3958 DRCL du 17 mars 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 mars 2012, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet

1901, le décret du 16 août 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION ZUM BA LIFE.

Elle a pour but d'éradiquer le surpoids, l'obésité et les maladies dites "non transmissibles" induites...

Si toutes les couches d'âge de la population polynésienne (résidents de Polynésie) sont bien sûr concernées ou visées par notre action, l'association entend faire des efforts tout particulier envers les jeunes et la jeunesse polynésienne mais aussi les seniors ou personnes âgées :

- les jeunes et la jeunesse polynésienne pour leur assurer un meilleur avenir, un mode de vie plus actif, plus de réussite et de moyens pour suivre leurs études, et plus de chance en vue d'obtenir un emploi ou une insertion professionnelle sur le territoire y compris dans les îles ;
- les seniors, pour leur apporter une meilleure santé, un meilleur suivi (vu l'éclatement des cellules familiales traditionnelles) et limiter toutes les carences quelles qu'elles soient (alimentaires, affectives, financières, etc.)

Son siège social est fixé au domicile de la présidente, immeuble René-Lee, servitude Vray, Hamuta.

Sa durée est limitée à 99 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	COTTET Aurore
et membre fondateur	:	
Secrétaire	:	COTTET Philippe
et membre fondateur	:	
Trésorière	:	PIIRAI Ghislaine
et membre fondateur	:	

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 40		
Tirage du lundi 2 avril 2012 :		
3 19 23 33 39		
Numéro chance : 2		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	1	19 122 792
4 bons numéros.....	361	113 997
3 bons numéros.....	15 173	1 169
2 bons numéros.....	211 600	596
N° chance gagnant.....	259 950 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 392 817		

LOTO NATIONAL N° 41 Tirage du mercredi 4 avril 2012 : 11 27 36 38 40 Numéro chance : 8		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	1	357 995 226
5 bons numéros.....	0	0
4 bons numéros.....	399	217 863
3 bons numéros.....	17 472	1 467
2 bons numéros.....	269 697	680
N° chance gagnant.....	424 337 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 6 031 615		

LOTO NATIONAL N° 42		
Tirage du samedi 7 avril 2012 :		
19 42 45 46 47		
Numéro chance : 8		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	3	12 604 510
4 bons numéros.....	373	218 174
3 bons numéros.....	21 050	1 670
2 bons numéros.....	323 922	775
N° chance gagnant.....	602 009 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 7 600 509		

KENO

Lundi 2 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 6 67 90 95 — Joker + : 3 807 579

7	9	10	20	24	30	37	38	39	42
44	46	55	56	59	60	64	65	68	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 4 98 61 51 — Joker + : 4 392 817

4	6	12	13	20	24	25	27	28	29
31	38	40	44	46	51	61	65	66	70

Multiplicateur : x 3

Mardi 3 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 2 02 28 17 — Joker + : 5 539 956

2	5	12	13	15	16	26	29	35	40
48	49	53	55	61	62	64	65	67	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 9 63 16 43 — Joker + : 8 136 642

8	10	14	17	20	24	32	33	36	38
41	42	47	49	52	57	60	63	69	70

Multiplicateur : x 2

Mercredi 4 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 2 08 73 44 — Joker + : 2 131 450

6	8	9	10	13	14	16	22	24	25
26	33	34	43	44	45	46	48	52	58

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 8 83 89 34 — Joker + : 6 031 615

5	6	8	11	17	19	24	36	44	45
46	47	50	53	58	59	63	64	66	69

Multiplicateur : x 2

Jeudi 5 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 0 87 77 15 — Joker + : 6 083 678

7	11	13	16	17	18	20	24	31	32
36	39	42	46	47	53	61	66	67	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 3 09 55 88 — Joker + : 7 563 943

2	3	4	8	21	24	26	27	33	40
43	47	52	53	56	57	58	63	68	70

Multiplicateur : x 4

Vendredi 6 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 6 97 68 05 — Joker + : 4 403 467

2	3	4	5	12	13	15	18	20	24
41	45	48	50	51	53	55	57	60	66

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 1 90 59 42 — Joker + : 9 977 061

3	7	10	15	16	19	20	25	27	31
36	44	49	50	51	54	55	56	63	66

Multiplicateur : x 3

Samedi 7 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 8 08 78 60 — Joker + : 8 463 573

1	5	10	17	19	22	23	25	30	31
36	38	39	40	42	44	48	51	52	57

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 6 97 03 79 — Joker + : 7 600 509

5	6	14	20	21	22	26	28	31	34
36	40	43	51	52	57	64	65	66	69

Multiplicateur : x 2

Dimanche 8 avril 2012

1er tirage

Jackpot : 5 20 69 18 — Joker + : 8 698 987

2	11	14	18	19	21	24	26	30	31
32	45	47	51	52	56	61	63	66	67

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 6 00 17 79 — Joker + : 6 760 476

1	2	8	16	22	23	26	27	28	31
32	33	34	38	43	50	59	62	66	70

Multiplicateur : x 1

EURO MILLIONS

Mardi 3 avril 2012

1 8 18 25 30



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	3	40 073 699
5		2	13	3 082 589
4 +	☆ ☆	8	33	607 171
4 +	☆	174	762	23 007
4		471	2 107	8 317
3 +	☆ ☆	207	1 166	10 739
2 +	☆ ☆	2 810	16 629	3 460
3 +	☆	7 000	32 271	1 706
3		17 377	80 452	1 145
1 +	☆ ☆	14 634	86 303	1 885
2 +	☆	88 863	429 980	1 014
2		215 289	1 039 132	429
Joker + : 8 136 642				

Vendredi 6 avril 2012

11 20 30 35 45



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	7	28 219 200
5		2	13	5 064 976
4 +	☆ ☆	10	50	658 436
4 +	☆	275	1 310	21 980
4		504	2 375	12 124
3 +	☆ ☆	526	2 546	8 078
2 +	☆ ☆	8 129	36 414	2 589
3 +	☆	12 673	55 448	1 622
3		21 476	98 125	1 551
1 +	☆ ☆	43 504	191 289	1 396
2 +	☆	190 612	807 259	894
2		317 909	1 405 927	525
Joker + : 9 977 061				

**AVIS RELATIF AUX JEUX DE LA FRANÇAISE DES JEUX
DÉNOMMÉS LOTO® ET SUPER LOTO®**

Article 1er.— En application des sous-articles 8.11 du règlement des jeux Loto® et Super Loto® fait le 10 septembre 2008, modifié le 30 septembre 2008, le 21 juillet 2010, le 16 novembre 2010 et le 10 juin 2011 publié au *Journal officiel* de la République française des 23 septembre 2008, 3 octobre 2008, 26 août 2010, 20 novembre 2010 et le 28 juin 2011 et du sous-article 8.11 du règlement des jeux dénommés Loto® et Super Loto® applicable en Polynésie française fait le 10 septembre 2008, le 21 juillet 2010 et le 16 novembre 2010 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, un tirage Super Loto® sera organisé le vendredi 13 avril 2012. Pour ce tirage Super Loto®, un montant minimum de

13 millions d'euros (soit 1 551 312 649 F CFP) sera garanti pour le 1er rang.

Les sommes nécessaires pour financer le 1er rang de gain du Super Loto® du vendredi 13 avril 2012 seront prélevées sur le fonds de réserve du jeu Loto®.

Fait à Paris, le 28 mars 2012.

Par délégation du président-directeur général
de la Française des Jeux :
Charles LANTIERI.
Le président-directeur général
de la Pacifique des Jeux,
Pierre BRUNEAU.

Vient de paraître

**BUDGET GENERAL
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE 2012**

Le prix est fixé à 2 641 F CFP TTC